

**jeudi 18 décembre 2014**

*2015, l'année noire.*

- = **Les entreprises pétrolières sont-elles promises à un avenir noir ?** p.1
- = **Comment l'effondrement financier de la Russie va contaminer l'Europe** p.4
- = **La Relativité** p.6
- = **Le Japon de Shinzo Abe devient de plus en plus inquiétant** p.8
- = **Dettes : le grand test reste à venir pour la Fed** p.14
- = **'La crise du rouble est le signe avant-coureur d'une nouvelle crise financière'** p.17
- = **Les enjeux des Etats-Unis, source de chaos** p.18
- = **Inégalité et pauvreté : encore une escroquerie statistique** p.22
- = **LES ÉMERGENTS SOUFFRENT ET LA RUSSIE EST AU TAPIS** p.25
- = **Il faut réinstaurer les dispositions Monory-De Clercq** p.26
- = **12 mois dans l'année pour en arriver là** p.28
- = **Le champ des vaches** p.33
- = **From Cuba with love... Le 'Mur de La Havane' est tombé** p.34
- = **Les États-Unis pensent que le monde leur appartient** p.35
- = **Point sur la chute du rouble, par Jacques Sapir** p.44
- = **Russie : « les sanctions ont coûté 25 à 30 % de sa valeur au rouble », selon Poutine** p.48
- = **La Fed prône la patience et rassure les marchés** p.52
- = **La prochaine voiture que vous achèterez sera électrique** p.54



## **Les entreprises pétrolières sont-elles promises à un avenir noir ?**

**Isabelle Chaboud / Professeur au département Gestion Droit Finance à Grenoble | Le 16/12**  
**LesEchos.fr**

**[ARTICLE IMPORTANT EN REPRISE : il ne faut pas oublier que la Russie est le deuxième exportateur de pétrole au monde.]**

Le cours du pétrole Brent vient de passer sous la barre fatidique des 60\$ et celui du baril de pétrole (WTI) s'établit à moins de 55\$. Avec quelles conséquences?

**Tous les acteurs sont touchés, mais les Russes sont pour l'instant les plus impactés**

La chute des cours du pétrole se poursuit et ceux-ci ne semblent pas prêts de remonter puisque l' **OPEC** (Organisation des pays exportateurs de pétrole) a refusé de réduire les quotas de production. Ces conditions de marché défavorables combinées à une situation géopolitique très tendue affectent tous les producteurs de pétrole.

**Lire aussi >> [Le Cac 40 s'enfonce, le Brent sur de nouveaux plus bas](#)**

De plus, les principaux organismes chargés d'estimer la demande mondiale ont revu à la baisse leurs estimations de consommation de pétrole. La demande chinoise n'est plus aussi élevée que prévu, pas de croissance spectaculaire attendue du côté des pays émergents et morosité en Europe. L'Arabie Saoudite verra son budget fortement impacté et ses ressources diminuer. Pour l'instant, il semblerait qu'elle soit prête à faire des sacrifices financiers pour conserver les parts de marché qu'elle risquait de perdre.

Les "majors" (Royal Dutch/Shell, Exxon Mobil, BP, Chevron, Total) subiront une érosion de leurs marges. Ils ont pour la plupart déjà mis en place des plans d'économie et vont être amenés à revoir leurs investissements, [politiques de dividendes](#) et peut-être de rémunérations. Les autres sociétés nationales et/ou indépendantes risquent de se trouver quant à elles dans des situations préoccupantes.

### **Les sociétés russes très impactées**

Parmi les plus affectées, figureront sans doute les sociétés vénézuéliennes ou nigérianes souvent détenues en grande partie par les États et dont les budgets ne pourront être respectés avec un baril à moins de 100 \$. Mais avant tout les sociétés russes : Rosneft, Lukoil, TNK-BP, Novateks seront les grandes perdantes. À court terme, le [groupe russe Rosneft Oil](#) semble être le plus vulnérable. En plus de la chute du cours du Brent, le groupe subit de plein fouet les sanctions imposées par les États-Unis et l'Europe et ne trouve donc pas à se refinancer, ni en dollars ni en euros.

**Lire aussi >>** [Le rouble plonge, l'économie russe au bord du chaos](#)

La situation est critique, car Rosneft doit faire face à une échéance de 9,4 milliards de dollars d'ici Noël [note de nyouz2dés : qui sera sûrement payé par le gouvernement russe]. Il convient de souligner au passage que BP est indirectement concerné, car le groupe détient près de 20 % du capital de Rosneft, et avec un rouble fortement dévalué, la situation devient chaque jour plus préoccupante. Lundi 15 décembre, le rouble perdait encore 9,5 % soit, au total, une perte de 42 % contre l'euro en un an et une chute de 49 % face au dollar. Même si mardi matin, le rouble reprenait 4 % après la décision de la banque centrale russe, au-delà des sociétés pétrolières russes, c'est toute l'économie du pays qui est touchée.

## Les propos inquiétants de Edward Davey au Royaume-Uni

Dans une interview accordée il y a dix jours au "Telegraph", M. Davey, Ministre de l'Énergie et du changement climatique dans le gouvernement Cameron a indiqué que **"l'âge des énergies fossiles allait toucher à sa fin"** et que *"d'ici trente ans pétrole, gaz, charbon ne joueraient plus de rôle important dans les économies des principaux pays industrialisés"*.

Il a même mis en garde les fonds de pension en invoquant le fait que les investissements dans ces sociétés pourraient devenir les *"subprimes"* du futur. Ses commentaires sont certainement légitimés par les craintes liées au réchauffement climatique, mais risquent d'inciter investisseurs et fonds de pension à se dégager du secteur.

Au Royaume-Uni, les sociétés opérant directement ou indirectement dans les hydrocarbures : BP, Royal Dutch Shell, mais aussi BHP Billiton, Rio Tinto, Anglo American qui sont cotées à Londres ont un énorme poids dans l'économie, assurent un approvisionnement fiable en énergie, procurent des centaines de milliers d'emplois et créent de la valeur pour les actionnaires. Ce vendredi 12 décembre, avec la chute du cours de baril de pétrole (WTI) à moins de 60\$, la bourse de Londres perdait déjà 1,06%, entraînée par la baisse des cours de ces grandes sociétés pétrolières. Mardi 16 décembre, BP perd encore 2% à l'ouverture de la Bourse.

### De possibles concentrations à terme

Confrontées à une baisse de leur chiffre d'affaires et de leur rentabilité, les sociétés pétrolières devront diminuer leurs investissements. Des politiques de réductions de coûts seront engagées et peut-être des concentrations dans le secteur auront-elles lieu. Les "majors" ont réussi à limiter la chute de leurs cours, mais pour combien de temps encore ?

**L'action BP a perdu 26% en six mois.** Malgré tout, BP a décidé de relever son dividende. Est-ce là une mesure pour rassurer les actionnaires alors que des rumeurs de rachat par Exxon ou Shell circulaient ces derniers temps ? Mercredi, BP a tenté de rassurer les investisseurs sur ses plans à moyen terme et déjà indiqué qu'il engagerait un plan de restructuration de près de 1 milliard de dollars sur 2015.

Le groupe a également prévu une réduction de ses investissements de 1 à 2

milliards de dollars, mais mardi matin, avec le baril de pétrole en dessous des 60\$, le cours de BP perdait encore presque 2%. **Les sociétés indépendantes ou opérant dans la production d'hydrocarbures coûteux (sables bitumineux au Canada...) seront les plus frappées et si elles ne sont pas rachetées, certaines pourraient même être condamnées à terme. Les sociétés américaines ayant investi dans le gaz de schiste ne seront pas épargnées non plus, car avec un baril à moins de 60\$, la production du gaz de schiste n'est plus rentable.**

En tout cas, le monde des hydrocarbures va devoir envisager des mutations inévitables pour faire face à une chute du Brent qui perdure, une hausse de la production du pétrole non conventionnel américain, un contexte géopolitique tendu et une demande en pétrole qui n'est pas aussi soutenue que prévu en Chine et dans les pays émergents, tout en intégrant les contraintes liées au réchauffement climatique et aux politiques imposées par de nombreux États dans ce domaine.

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-120221-les-entreprises-petrolieres-sont-elles-vraiment-promises-a-un-avenir-noir-1075541.php?x1tAg084EzFff7Yo.99>

## **Comment l'effondrement financier de la Russie va contaminer l'Europe**

L'Édito de Jean-Marc Sylvestre, Publié le 18 Décembre 2014 **Atlantico.fr**

**En deux jours, la monnaie russe a perdu 30% de sa valeur. Les Russes font la queue aux guichets de banques pour acheter du dollar et transférer leurs avoirs à l'étranger. Les prix à la consommation ont commencé à grimper et l'économie toute entière risque une récession de 5% en 2015. La crise Russe va contaminer l'Europe toute entière.**

**La brutalité de l'effondrement financier de la Russie** a semé un début de panique partout dans le monde. Le rouble a baissé de 30% en deux jours, presque autant que lors du grand krach de 1998.

Les valeurs boursières se sont écroulées et les moscovites se bousculent aux guichets des banques pour récupérer leurs avoirs et essayer de les changer en euros ou en dollars. **Les banques ont plafonné les retraits à 2000 roubles.** Cette classe moyenne russe a déjà senti l'augmentation des prix des produits de consommation importés de l'étranger.

Chez les milliardaires russes, on essaie de partir.

Mais ceux qui ont investi dans les valeurs russes ont perdus plus de 10 milliards en 24 heures. **Rien ne permet de penser que la descente aux enfers soit terminée.** Cette crise monétaire n'est que la partie visible d'une crise économique extrêmement grave qui s'abat sur la Russie.

La Russie a des réserves de changes, la Russie est assez peu endettée mais les banques et les entreprises vont avoir du mal à rembourser leur endettement privé à l'international, qui est très important. **Les échéances de fin décembre 2014 et fin décembre 2015 seront difficiles à couvrir.** Il y a donc peu de risque de faillite de l'État russe. En revanche, **il existe beaucoup de risques de faillites d'entreprises ou de banques et ces risques sont systémiques.**

En peu de temps, la Russie a cumulé les dysfonctionnements qui ont complètement bouleversé son équilibre.

**Tout d'abord, la Russie, comme beaucoup de pays émergents, a vu depuis la crise de 2009 son activité économique décliner.** Plus de la moitié de son PIB étant alimentée par la vente de son pétrole et de son gaz, cette activité a été touchée par le ralentissement de la demande. Puis, par la baisse vertigineuse des prix du pétrole. Le baril est passé de 140 dollars en 2008 à moins de 55 aujourd'hui.

Cette baisse, qui offre une opportunité de redressement aux pays consommateurs, **représente une catastrophe pour la Russie.** Si la Russie ne vend plus de pétrole et plus de gaz, la Russie perd l'essentiel de sa rente et donc de ses recettes.

Ensuite, 2ème série de facteurs, **la crise en Ukraine a cassé la confiance internationale dans la stabilité du système russe.** Les occidentaux ont mis en place une stratégie d'embargo sur les exportations en Russie, qui vise à asphyxier la population pour faire plier le régime. D'un côté les recettes ont fondu, de l'autre les produits importés sont devenus rares et chers.

Enfin, si l'occident a coupé les ponts avec la Russie, **le pays n'a pas trouvé à l'est des fournisseurs de remplacement.** Résultat, la combinaison de tous ces facteurs a créé une situation en Russie qui risque de devenir très douloureuse pour les populations. D'où l'effondrement de la monnaie, qui

mesure la perte de confiance totale dans l'avenir.

**Le plus grave, c'est qu'il va y avoir des dégâts collatéraux.** La crise Russe risque de contaminer les pays émergents comme la Chine et le Brésil. Mais aussi les pays occidentaux européens dont l'Allemagne, qui était un très gros fournisseur du marché russe. L'économie allemande est en panne. Or, l'Europe a besoin de cette locomotive. Sont contaminées également quelques grandes entreprises européennes qui possèdent des créances sur la Russie et les banques très installées à l'est, comme la Société Générale.

Le problème, c'est que tout le monde paraît désarmé face à ce déséquilibre. La Russie paraît impuissante à freiner l'hémorragie du rouble. La hausse très brutale et très importante des taux d'intérêt par la banque centrale n'a eu aucun effet positif. Au contraire. La flambée des taux a précipité les détenteurs de capitaux dans la panique.

**La banque centrale et l'État russe pourraient puiser dans les réserves de changes.** L'État pourrait, de façon autoritaire, restreindre les mouvements de capitaux mais au risque de figer une situation.

La seule solution intelligente est évidemment politique.

Elle devrait consister à négocier la fin des sanctions économiques. Ce qui voudrait dire pour les Russes d'abandonner leur position hégémonique en Ukraine.

**La négociation sera difficile. Vladimir Poutine ne peut pas abandonner ses ambitions sur l'Ukraine.** Il espère que l'Europe abandonnera les sanctions économiques qui gênent autant les économies européennes que l'économie Russe. Il y a donc une partie de bras de fer engagée dont l'issue est très incertaine.

Tout dépend combien de temps l'Allemagne peut supporter les risques de récession. Tout dépend combien de temps le peuple russe acceptera les privations et les restrictions.

## [La Relativité](#)

Olivier Delamarche Publié par medisma sur 17 Décembre 2014 Source : <http://leseconoclastes.fr/>



**Olivier Delamarche**

Depuis cinq ans l'administration américaine annonce la reprise du marché du travail alors que cinquante millions d'américains ont besoin des food stamps pour manger et 60 % des ménages américains doivent emprunter pour assumer une dépense de 400 \$.

Depuis cinq ans la banque centrale américaine a fait trois QE et mis ses taux à zero. Le S P 500 est au plus haut alors que la croissance est seulement de 1,8 %. 7500 Mds de dette supplémentaire pour 1500 Mds de PIB en plus .

Depuis deux ans Mr Abe fait marcher la planche à billets à un rythme d'enfer, le marché action monte, le yen baisse. Pendant ce temps la population Japonaise est exsangue l'économie s'effondre, ce qui finira par entrainer un véritable Tsunami financier sur toute la planète.

Depuis 5 ans Monsieur Obama est prix Nobel de la Paix et fait la guerre partout sur le globe, il est même à deux doigts d'en déclencher une avec la Russie.

Depuis deux ans on nous annonce une forte reprise en Grande Bretagne alors que cette reprise en trompe l'œil n'est due qu'à un copieux déficit budgétaire et une dette abyssale.

Ces dernières années la chine affiche une croissance de 7,5 % du PIB alors que tous les autres chiffres montrent une croissance d'à peine la moitié.

On nous dit depuis 2008 qu'on a mis en place une régulation bancaire qui empêche que 2008 ne se reproduise alors que les banques d'aujourd'hui sont plus dangereuses qu'elles n'ont jamais été, avec des effets de levier qui n'ont pas diminué et qui ne peuvent, ni être couverts par des Fonds propres, ni par la garantie d'Etats en faillite. A ce propos, on orchestre une campagne de publicité nommée

Stress tests pour vanter la sécurité des banques, et particulièrement des banques françaises, alors que c'est tout le contraire.

On cite depuis quatre ans, ou plutôt depuis que l'on a besoin qu'ils sortent leur chéquier, l'Allemagne comme un modèle à suivre alors que l'Allemagne est le Japon d'il y a dix ans.

On a expliqué aux Européens que l'Europe et l'euro c'était la prospérité, la sécurité pour les siècles à venir et au bout de dix ans, c'est le chômage de masse, la pauvreté, la faillite et la ruine et un risque de guerre avec la Russie si on continue de suivre aveuglement les consignes données par le prix Nobel de la Paix cité plus Haut. Pour Albert Einstein la relativité se formulait de cette façon  $E=M*C^2$  pour un européen la formule est la même avec E= euro M= mensonges C= crétiens

On nous parle des reformes de Monsieur Macron en France, ensemble de mesurette sensées relancer la croissance. Il y a un an ont fait des gorges chaudes de l'arrivée de Mattéo Renzi, aujourd'hui l'Italie est dans un tel état qu'elle est un bon candidat pour jouer le déclencheur de l'éclatement de l'euro.

On nous parle des avantages de la baisse de l'euro sans jamais expliquer que pour la plupart c'est un handicap. C'était un avantage il y a cent ans, depuis la mondialisation et les délocalisations des exportateurs les inconvénients dépassent de beaucoup les avantages.

On nous parle aussi des avantages de la baisse du pétrole sans jamais parler des pertes que cela va occasionner, des faillites des licenciements dans l'industrie pétrolière, parapétrolière, les sociétés de services qui gravitent autour, et les banques qui leur ont prêté.

On nous parle de la baisse des taux sans jamais dire que l'argent qui ne coûte rien va s'investir dans des projets qui ne rapportent rien.

On nous parle d'une reprise de la consommation aux Etats Unis alors que les prochains subprimes seront sur le crédit étudiant et sur le crédit automobile dont les américains abusent car ils font face à une forte baisse de leurs revenus.

*On nous présente les gens qui nous dirigent, les politiques et leurs conseillers, les dirigeants économiques comme des élites alors que ce sont des incompetents pour ne pas utiliser d'autres qualificatifs.*

**Le Japon de Shinzo Abe devient de plus en plus inquiétant**



Les politiciens sont de redoutables manœuvriers, c'est leur métier on le sait, mais lorsqu'ils réussissent un joli coup, on ne peut s'empêcher d'applaudir. Alors bravo à Shinzo Abe qui vient de se faire brillamment réélire avec un bilan largement négatif ! Son parti remporte les deux tiers des sièges de la chambre des représentants, une victoire sans appel. Le terme "Abenomics", contraction de son nom et du mot économie, est connu dans le monde entier. Vraiment, quel homme politique talentueux !

Rappelons que les Abenomics consistent à faire en pire ce qui n'a pas marché avant : toujours plus de dépenses publiques et de dettes. Le Japon connaît une profonde crise économique depuis l'éclatement de sa bulle immobilière et boursière au début des années 1990, depuis le ressort de la croissance s'est rompu. Les plans de relance budgétaire et d'assouplissement quantitatif se sont succédés, sans résultat notable autre que celui de faire enfler la dette publique. Qu'à cela ne tienne, Shinzo Abe arrive au pouvoir le 26 décembre 2012 et décide d'augmenter encore plus les dépenses publiques et d'accélérer le rythme de la planche à billets ! Dans le même temps le gouvernement laisse filer le yen qui perd 20% de sa valeur par rapport au dollar en 2013 et autant en 2014.

Cette sorte d'orgie keynésienne produit une euphorie passagère et superficielle (une forte progression de l'indice Nikkei notamment) qui fait croire que le pays va enfin se remettre en mouvement. Mais l'espoir est de courte durée : la croissance ne repart pas, la balance commerciale continue de se dégrader et plonge dans le rouge, la hausse des prix des produits importés (énergie, alimentation) rogne le pouvoir d'achat des Japonais, la récession et la déflation menacent. C'est donc l'occasion de déclencher des élections législatives anticipées.

A contrario, Barack Obama ne bénéficiait ni de l'effet nouveauté (il est au pouvoir depuis 6 ans contre seulement 2 pour Abe), ni de la possibilité de modifier le calendrier électoral. Il s'est donc pris de plein fouet le mécontentement de ses compatriotes sur l'échec d'une véritable reprise économique lors des élections midterm du 4 novembre dernier. Shinzo Abe a su faire preuve d'opportunisme en remettant en jeu son mandat avant que la déception n'entame sa popularité, tout en continuant à faire ses promesses ; bravo l'artiste !

Le réveil n'en sera que plus douloureux pour les Japonais, car les réformes structurelles promises par Abe, et seules susceptibles de faire repartir la croissance, tardent à venir. Ni la baisse des dépenses publiques, ni celle des impôts, notamment celui sur les bénéficiaires, n'ont vu un début de mise en place. Par contre la TVA, qui pèse sur le pouvoir d'achat, a déjà été augmentée et va l'être à nouveau prochainement. Avec une dette publique record de 243% du PIB, une monnaie qui perd de sa valeur, et un gouvernement qui se fait réélire sur des promesses démagogiques, le Japon ressemble plus à un pays d'Amérique du Sud qu'à une économie développée, et on sait comment ces histoires se terminent... Le Japon c'est l'Argentine de l'Asie, et tout cela va très mal se terminer. *"GoldBroker.fr tous droits réservés"*

**« La Bourse de Moscou bondit de 14 % !! Les indices deviennent fous »**

**Harles Sannat 18 décembre 2014**



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Il est très difficile de comprendre ce qu'il se passe actuellement devant nous et le temps sera nécessaire afin que la poussière puisse retomber et nous laisser contempler l'image d'ensemble de la situation.

Il y a quelques certitudes et beaucoup d'inconnues dans cette bataille à la fois économique, politique et géopolitique qui se déroule sous vos yeux ébahis (en tout cas moi, mes yeux sont ébahis)...

### **Une volatilité impressionnante !**

Là, si vous avez suivi les événements, je ne vous apprend rien ou pas grand-chose mais la volatilité atteint des sommets et on peut constater à quel point en une journée les fluctuations des cours peuvent être considérables. Esprits sensibles s'abstenir dans un tel marché.

Par exemple ce soir, la Bourse de Moscou et son indice phare le RTS gagnent

14,16 % après avoir baissé pour le CAC 40. La journée d'hier fut assez exceptionnelle et je vous laisserai, à ce sujet, écouter le toujours excellent Philippe Béchade et sa connaissance encyclopédique des marchés.

Mieux, alors que le pétrole baissait ce matin et une grande partie de la journée, au moment où j'écris ces lignes il s'adjuge une hausse de presque 5 % ! Incroyable et à la fois logique.



Séance du 17 décembre from La Bourse au quotidien on Vimeo.

<http://vimeo.com/114753837>

### « Les rachats de short »

Rien à voir avec les bermudas que nous portons l'été évidemment. C'est du langage d'investisseurs et d'intervenants sur les marchés, de traders quoi...

Tout est lié au système de vente et d'achat à découvert. En gros, pour que les spéculateurs puissent spéculer, il faut qu'ils puissent prendre des paris ou jouer sur des valeurs sans avoir à les payer sinon ce ne serait pas drôle et ils ne pourraient gagner de l'argent à partir de pas grand-chose.

On peut donc vendre une action ou un actif que l'on n'a pas. Cela s'appelle une vente à découvert, mais avant la fin du mois il faudra « livrer » ce que l'on a vendu : c'est ce que l'on appelle les séances de « liquidation ». Et la liquidation c'est bientôt. Donc systématiquement, lorsqu'une valeur chute considérablement, elle connaît en général un « rebond technique » avant la liquidation car tous ceux qui doivent livrer ce qu'ils n'ont pas en main doivent évidemment l'acheter (sinon ils n'ont rien à livrer, je sais, c'est

compliqué leur affaire mais la logique reste simple). Résultat : quand tous ceux qui ont vendu ce qu'ils n'avaient pas ont besoin au même moment de racheter le même truc pour le livrer, eh bien cela fait augmenter la demande et donc cela fait monter les prix. En clair, plus la chute a été grande et la spéculation importante, plus la volatilité augmente et plus les « rachats » seront considérables. Plus les prix baissent vite et fortement, plus le rebond sera fort et violent... Mais il peut être de courte durée...

### **Attaques, manipulations et coups fourrés...**

Vous l'aurez sans doute compris vous-même mais un marché aussi erratique est un marché très dangereux. Surtout qu'il se passe des choses pas si claires que cela entre manipulations évidentes de marchés, interventions de banques centrales, intoxications (la dernière en date étant de faire croire que les Russes veulent vendre leur or pour protéger leur rouble, ce qu'ils ne feront pas vu qu'ils sont acheteurs d'or), sans oublier les coups fourrés notamment par le biais de la bataille qui se joue à travers la chute considérable du pétrole destinée à affaiblir la Russie de Poutine et de mettre en danger le pouvoir russe.

Tenez-vous donc loin de ce type de marché si vous avez une approche patrimoniale. Pour spéculer, c'est le bon moment... Mais en gestion patrimoniale, c'est potentiellement catastrophique.

Pensez à prendre vos gains, et prendre ses gains cela veut dire qu'à un moment, on accepte d'être investi dans rien et d'attendre (ce que personne ne veut faire)... N'oubliez pas que l'or permet de vous assurer en cas de grande secousse comme le montre l'évolution des cours de l'or actuellement en Russie qui compense largement la baisse de la monnaie...

### **Le retour des risques et des épisodes de crise !**

Tout va bien, la croissance est là et tout le patati et le patata que l'on nous sert depuis presque 3 ans est tout simplement faux. Rien ne va véritablement mieux et comme je l'ai toujours écrit depuis 3 ans, nous achetons et gagnons du temps mais nous ne réglons aucun de nos problèmes de fond, nous mettons juste les sujets qui fâchent sous le tapis. À un moment, le tapis devient tellement épais que l'on finit par se prendre les pieds dedans et c'est exactement ce qui arrive actuellement. Ce sera certainement la grande

tendance de l'année 2015 qui verra la résurgence du risque souverain, des problèmes de l'euro, des craintes d'éclatement de la zone euro et de grands soucis en perspectives sur la Grèce ou encore l'Italie, la France dansant sur un volcan...

J'espère que tout se passera bien en 2015, mais si j'espère que tout se passera bien, je me prépare tout de même au pire.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

À demain... si vous le voulez bien !!

### **La FED a parlé, les marchés vont pouvoir se calmer !**

Est-ce un rétropédalage de la FED sur l'augmentation des taux d'intérêt jusqu'à présent évoquée ? Cela y ressemble fort. La FED a donc déclaré qu'elle maintiendrait sa politique de taux... pour une période considérable. « Considérable », voilà un mot qui va sonner agréablement aux marchés rapidement en manque de leur drogue quotidienne, à savoir l'argent gratuit et à volonté.

La Banque centrale américaine prévoit même désormais une inflation de 1 % pour 2015, autant dire rien. Cela signifie qu'il n'y a aucun sens à monter les taux s'il n'y a pas de signe d'inflation. Et lorsqu'il n'y a pas ou peu d'inflation, il ne faut pas se leurrer, c'est qu'il y a peu ou pas de croissance économique.

Charles SANNAT [Source ici](#)

### **L'Asie n'en finit plus de grimper...**

Eh oui, l'Asie est le futur économique du monde et sa puissance est considérable. Loin d'être uniquement des petits mangeurs de riz tout juste bons à fabriquer quelques tee-shirts, les Asiatiques sont en train progressivement de gravir toutes les marches de tous les marchés et de se positionner partout comme leader incontesté. C'est impressionnant et cela va changer radicalement le fonctionnement du monde.

Charles SANNAT

BEIJING, 17 décembre (Xinhua) – L'Asie devrait dépasser cette année l'Amérique du Nord pour devenir le plus grand marché mondial en matière

de commerce électronique, a indiqué l'Economist Intelligence Unit (EIU).

Selon un rapport publié mardi à Beijing par l'EIU, société de conseil appartenant à The Economist Group, le volume des ventes au détail en Asie en 2015 devrait augmenter de 4,6 % en moyenne pour atteindre 7 600 milliards de dollars, contre 2,5 % en Amérique du Nord et 0,8 % en Europe.

Laurel West, la rédactrice du rapport, a indiqué que le développement du marché de la consommation en Asie était en grande partie dû à l'indépendance et au pouvoir économique croissants des femmes asiatiques, ajoutant que les consommatrices en Asie faisaient preuve d'un enthousiasme sans précédent pour les achats sur Internet.

Le rapport est basé sur une enquête menée auprès de 5 500 femmes dans la partie continentale de la Chine, à Hong Kong, Taiwan et Macao, ainsi que dans des pays tels que l'Inde, le Japon, Singapour et la République de Corée. Parmi les personnes interrogées, 43 % occupent des postes de gestion ou de cadres ou travaillent dans les services professionnels.

### **[Delta Lloyd Bank Belgique devient chinoise](#)**

Après les aéroports français et les ports grecs, sans oublier ses investissements au Portugal, la Chine poursuit ses emplettes en Europe et s'attaque désormais aux actifs belges... Ni bien ni mal, c'est simplement un constat froid à faire de la puissance chinoise acquise en quelques années par ce grand pays parce que nous avons tout simplement perdu ce qu'ils ont gagné et que nous sommes les victimes consentantes de ce drame social pour l'Occident.

Charles SANNAT

## **[Dette : le grand test reste à venir pour la Fed](#)**

18 déc 2014 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Un rapide passage en revue de l'évolution de l'économie mondiale depuis les années 30 :

La Deuxième guerre mondiale a été le plus grand programme de "relance" de l'histoire des Etats-Unis. L'économie a connu un boom. Les salaires étaient élevés –. Mais les biens de consommation étaient rares. Une fois la guerre terminée, les économistes s'inquiétèrent : l'économie retomberait-elle en

récession ?

Au lieu de ça, les soldats sont rentrés au pays, ont fondé une famille, trouvé un emploi, monté des entreprises et l'économie a connu un nouveau boom — cette fois-ci avec une production permettant d'augmenter le niveau de vie.

Cette hausse de la prospérité poussa les gens à croire qu'il n'y avait vraiment aucune limite à ce qu'ils pouvaient faire. Auparavant, les politiciens pensaient qu'ils devaient faire un choix — la guerre... ou les programmes nationaux. Lyndon Johnson décida de faire les deux : la guerre du Vietnam et la "Grande prospérité". Ces dépenses affaiblirent à tel point les finances des Etats-Unis que l'administration suivante se sentit obligée d'abandonner le lien entre le dollar et l'or. A partir de là — après août 1971 — le dollar devint "élastique". En pratique, cela signifiait qu'il n'y avait pas de limite effective au nombre de dollars que l'on pouvait créer. Il n'y avait même pas besoin de les imprimer. L'industrie financière les créait simplement en émettant des cartes de crédit et en accordant des prêts.

*L'offre de crédit a été multipliée par 50 au cours des 40 dernières années. Dans les faits, les Américains ont dépensé 33 000 milliards de dollars littéralement sortis de rien*

Sans surprise, ce nouveau pouvoir d'achat — que personne n'avait jamais ni gagné ni épargné — était très populaire. L'offre de crédit a été multipliée par 50 au cours des 40 dernières années. Dans les faits, les Américains ont dépensé 33 000 milliards de dollars littéralement sortis de rien. C'est cette énorme quantité de crédit qui a construit — et continue d'entretenir — bon nombre des centres commerciaux, complexes immobiliers, importations chinoises, programmes de dépenses fédéraux, guerres au Proche-Orient et nombreuses autres choses que l'on tient pour acquises.

L'économie dépend à présent de l'expansion continue du crédit (et de la dette) rien que pour faire du surplace. Il n'est peut-être pas nécessaire de le préciser, mais sans expansion du crédit, le marché boursier actuel serait *kaput*.

Les arbres ne vont pas jusqu'au ciel. Rien ne dure éternellement — et surtout pas une tendance financière ! Le crédit (et la dette qui en résulte) sollicite les ressources et la production. Lorsqu'on emprunte, on fait passer vers soi les ressources d'un autre. Mais il faut rembourser. Sans quoi le prêteur perdra la richesse qu'il pensait avoir... et ne vous prêtera plus rien.

## ▪ Un point essentiel

Il faut comprendre d'où viennent réellement les ressources en "capital". Elles sont réelles — elles représentent de la véritable épargne et de vraies ressources. Elles font partie d'une richesse qu'on ne consomme pas sur une base courante. Elles peuvent être utilisées pour augmenter la production... ou elles peuvent être consommées. Mais si elles sont utilisées plutôt que d'être investies pour produire plus, comment l'emprunteur rembourse-t-il son prêt ? Et que se passe-t-il si le prêteur n'avait pas vraiment de capital à prêter ?

*A l'état naturel, les économies inspirent et expirent. Elles se développent et se contractent*

Ah, tout ça commence à devenir compliqué. Désolé, nous n'y sommes pour rien. Mais essayons de comprendre. A l'état naturel, les économies inspirent et expirent. Elles se développent et se

contractent. Elles font des erreurs — de mauvais investissements, de mauvais prêts — et les corrigent. Elles augmentent le crédit et le réduisent.

Oui, le crédit est cyclique aussi. Plus on emprunte, plus il faut se préparer à rembourser. Tôt ou tard, toute dette se paie — si non par l'emprunteur, alors par le prêteur. Et à l'occasion, quand l'inflation réduit la valeur du principal, par la société tout entière.

Au cours des dernières décennies, et tout spécialement depuis le krach de 1987, chaque fois que l'économie a essayé d'expirer — expulsant le mauvais crédit, les actifs surévalués et la dette surdimensionnée — la Fed, la banque centrale américaine, s'est précipitée pour l'en empêcher. Au lieu de permettre aux prix de baisser et d'accepter les pertes, les faillites et les défauts de paiement qui accompagnent généralement une contraction du crédit, la Fed a insisté pour que l'expansion se poursuive. Cela a réduit les coûts d'emprunt, rendant plus de crédit disponible à des prix plus bas.

Ayant évité de nombreuses petites contractions, l'économie mondiale est désormais confrontée à une grosse crise. La dette planétaire totale dépasse les 100 000 milliards de dollars. Et les autorités de quasiment toutes les grandes économies tentent désespérément de faire en sorte que ce chiffre continue de grimper. Nombre de politiciens jugent désormais impensable le risque d'une contraction du crédit. Pour l'éviter, à ce jour, ils ont utilisé l'équivalent de 10 000 milliards de dollars d'assouplissement quantitatif — ce qui revient, dans les faits, à "imprimer" plus d'argent. Les autorités utilisent cet argent pour acheter des actifs, généralement des obligations gouvernementales, afin



d'injecter plus d'argent dans le système financier et maintenir les taux d'intérêt proches du zéro. Jusqu'à présent, ces mesures ont permis de retarder une contraction du crédit. Depuis 2008, seul le secteur des ménages a réduit son niveau de dette. Les entreprises et les gouvernements, en revanche, ont plus de dettes que jamais. Après 65 ans, le crédit augmente encore aux Etats-Unis.

Mais le véritable test — celui de la capacité de la Fed à stopper le cycle du crédit — est encore à venir.

A suivre...

## **'La crise du rouble est le signe avant-coureur d'une nouvelle crise financière'**

par Mylène Vandecasteele · 17 déc. 2014 Express.be

La Russie a tenté mercredi de juguler la chute du cours du rouble en vendant des devises sur le marché. Entre les journées de lundi et mardi, la monnaie russe a perdu 30% de sa valeur. Ce mercredi, elle n'a baissé que de 3%, et même s'il semble qu'elle pourrait regagner du terrain, il est encore trop tôt pour déclarer que cet épisode de dépréciation a pris fin.

[Pour le journal espagnol El País, l'effondrement de la devise russe pourrait augurer d'une nouvelle crise financière mondiale :](#)

« La chute du rouble est le symptôme d'un profond manque de confiance à l'égard de l'avenir immédiat pour l'économie, et un avertissement que la Russie pourrait être confrontée à une inflation désastreuse et une forte baisse de sa production dans les prochains mois. Et pas seulement la Russie. Les mêmes facteurs qui ont causé la chute du rouble et la dette élevée de la Russie menacent également les taux de change des monnaies des autres pays émergents. Si les prévisions pour des pays tels que la Russie, le Venezuela et le Nigeria ne s'améliorent pas, cela pourrait mener à un nouveau round de turbulences généralisées. (...) Tant que le cours du pétrole ne s'ajustera pas à la hausse par des mesures de court terme (augmentation de la demande, réduction de la production) et que l'impact de la hausse du dollar n'est pas amorti, le risque de survenance d'une nouvelle crise financière est élevé ».

[Le journal italien Sole 24 Ore partage cette vision :](#)

« L'économie se moque des grands mots. La crise russe conduira à un regain

de tensions et des mesures répressives. (...) De plus, il y a le risque de contagion : la chute du rouble, la potentielle introduction de contrôles de capitaux, la méfiance qui se répand comme une traînée de poudre, les mesures de représailles que la Russie éprouvée par les sanctions pourrait prendre, toutes ces choses pourraient déclencher une nouvelle crise financière et une nouvelle vague de fuite des capitaux ».

Enfin, le magazine économique [The Economist ne mâche pas ses mots à l'égard du président Vladimir Poutine qu'il rend responsable de cette situation](#) :

« La devise [russe] connaît une crise grave et l'économie russe est sur le point d'en connaître une également : la banque centrale russe prédit qu'un baril de pétrole à 60 dollars va provoquer une contraction de 4,5% de l'économie en 2015, alors que l'inflation sera élevée et que le taux d'intérêt élevé risque de nuire aux emprunteurs. Des contrôles des capitaux pourraient être imposés si la débâcle du rouble se poursuit ; la capacité de la Russie à rembourser ses dettes exprimées en dollars est menacée. Comme d'habitude, M. Poutine blâme les étrangers: parce qu'ils ont imposé des sanctions contre l'ingérence russe en Ukraine et parce qu'ils ont fait baisser les cours du pétrole. Mais il est le principal coupable: pour avoir démembré l'Ukraine, et pour avoir échoué à diversifier l'économie ou institué la règle de droit. Au lieu d'encourager les investisseurs et les chefs d'entreprises, il les a étouffés avec la corruption. Il a eu 15 ans pour changer tout cela, mais il a échoué lamentablement ».

## [Les enjeux des Etats-Unis, source de chaos](#)

Blog de la résistance 17 décembre, 2014 Posté par Benji



**Une analyse de la situation actuelle des USA, et les conséquences**

**planétaires qu'elle entraîne, permettent d'éclairer beaucoup ce qui se passe aujourd'hui. Il est utile pour le moins et sûrement indispensable de mener une réflexion sur ce qu'elles signifient pour nous, afin de se préparer aux événements qui s'annoncent. Si vous ne comprenez pas encore ce que je dis, rassurez-vous ça viendra.**

La conjoncture géopolitique mondiale actuelle est à son maximum de tensions depuis la fin de la guerre froide. Les États-Unis croyaient être parvenus, dans les années 1990, avec la chute du mur de Berlin et la dislocation de l'URSS, à asseoir leur domination incontestée sur le reste du monde. Mais les voici aux prises avec une concurrence nouvelle d'une ampleur inhabituelle animée non plus par la recherche d'une confrontation entre deux idéologies, le capitalisme et le communisme, mais désormais par la vision multipolaire des puissances émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) réunies dans les [BRICS](#) et les MINT (Malaisie, Indonésie, Nigéria et Turquie). Ces nouveaux joueurs gagnent de l'importance économique et militaire chaque année et sont résolument opposés à toute forme d'inféodation, politique, économique, militaire ou culturelle. Ce que les États-Unis ont mis en place au cours du XXème siècle et sont habitués à imposer. L'Europe, par contre, fidèle allié et vassal sacrificiel de l'Amérique, semble ignorer ce qui se passe. Embourbés dans l'Euro, l'Europe, un chômage structurel, un abandon de la jeunesse et leurs économies à taux de croissance zéro, les pays de l'Europe s'acheminent vers une issue où le sort de l'Amérique les contraindra à évoluer, se réveiller, et retourner leur veste. Pour l'instant l'Europe sanctionne la Russie et devra si ça continue faire face à une situation de guerre.

Défiés, les USA résistent, leurs efforts et leurs actions menacent la stabilité du monde et sèment le chaos, voulu dans leur stratégie de maintien d'un rôle aujourd'hui révolu et qui leur échappe.

Cette menace politique se double du spectre d'un important déclin économique qui ne fait qu'amplifier la première. S'étant rendus compte au début des années 1980 que la structure de coûts de leur production était de moins en moins concurrentielle, les États-Unis

ont entamé, et continuent de poursuivre, une politique de libéralisation systématique des échanges commerciaux internationaux dont les effets à déplorer les plus pervers et douloureusement ressentis ont été la désindustrialisation de leur économie et un appauvrissement collectif qui se traduit par la disparition rapide de leur classe moyenne. La consommation diminue et appauvrit l'économie

; et seules des manipulations statistiques grossières permettent de cacher les effets dévastateurs sur le taux de croissance, l'emploi et la dette. Si des gestionnaires de fonds refusent de constater ce déclin de l'Amérique, d'autres en France comme les Éconoclastes Olivier Delamarche et Philippe Béchade démontrent le délitement de ce qui fût la première économie au monde et tirent chaque jour la sonnette d'alarme. Pour ceux qui s'intéressent à la question John Williams de « Shadowstats » rétablit les vrais chiffres et des dizaines d'analystes dénoncent les manipulations, mensonges et parfois crimes économiques que Wall Street déverse à jet continu. Des experts comme Paul Craig Roberts, David Stockman, Bruno de Landevoisin ou James Rickards expliquent bien les vraies réalités économiques de l'Amérique et du reste du monde.

Les bénéfiques escomptés de la financiarisation de l'économie US ne sont pas au rendez-vous. Non seulement alimente-t-elle une multiplication de bulles spéculatives dans tous les domaines qui finissent toutes par éclater à répétition un jour ou l'autre, mais il n'existe aucun mécanisme de redistribution de la maigre richesse qu'elle crée, et le fossé des inégalités sociales en train de se creuser constitue une menace sérieuse à leur stabilité politique à moyen et long terme. Les bulles du Nasdaq et celles des subprimes ont rendu les années 2000 à 2008 catastrophiques et bien qu'ayant éclaté elles continuent de pourrir l'économie mondiale. La financiarisation de l'économie et l'avènement de Wall Street qui se joint à la City de Londres ont permis aux banquiers de dominer le monde avec leurs pires abus. Pour le moment impunis.

L'absence de croissance économique réelle se reflète dans le degré

d'endettement des USA qui se situe désormais parmi les pires du monde développé, et ils sont de plus en plus tentés par des aventures militaires hasardeuses dont ils pensent qu'ils pourraient sortir à la fois vainqueurs sur le plan politique, et renforcés sur le plan économique. Leur situation se complique dès qu'on y introduit la donnée du pétrole dont ils ont longtemps contrôlé le marché et qui leur échappe, d'où leurs interventions dans les pays Arabes et autres pays producteurs de pétrole. AQMI, Al Qaeda, et Boko Haram ne sont que des moyens créés et manipulés par la CIA pour garder la mainmise sur le pétrole des autres, et bénéficier à l'empire sur la route de la déchéance inexorable. Coup dur pour eux, l'Arabie Saoudite qui se dissocie, au profit de la Chine, est en train de tuer le pétrole de schiste et les sables bitumineux avec la réduction de 50% des prix du pétrole. Au cours de la dernière année, certains événements sont survenus, certains connus, d'autres non, qui ont amené l'Arabie Saoudite à remettre en question son soutien jusque là indéfectible aux États-Unis et au dollar US. Le résultat se reflète ces jours-ci dans la baisse du cours du pétrole, dont les effets commencent seulement à s'exercer.

Combinés à la remise en question du statut du dollar comme monnaie de réserve mondiale depuis quelques années et aux gestes concrets posés en ce sens par la Russie, la Chine, l'Iran, et quelques autres depuis un an, il est clair que ces événements marquent pour les États-Unis le commencement de la fin de leur hégémonie mondiale. Ils ont toutefois tellement à y perdre qu'ils vont tenter par tous les moyens de maintenir leur emprise. L'Amérique a de beaux restes. Un dollar qui est encore la monnaie de réserve et de paiement principale du monde et permet à la Fed d'agir sur liquidités et taux d'intérêt mais pas sur la vélocité de M1 qui diminue de jour en jour, et alimente la spéculation à bon compte des banquiers de la cabale. Leur joug sur la pensée défaillante des « sheeple » que nous sommes s'exerce par les médias à la solde exclusive de la cabale des 'élites' globalistes, dont l'Amérique est encore un bras armé. Manipulation, mensonges et false flags de toute nature se déversent de manière ininterrompue sur tous les fronts. Il faudrait une force formidable pour nettoyer ces écuries d'Augias. Nos articles Internet et blogs de

la presse alternative n'ont agi à ce jour que comme un jet d'eau faiblard, quoique comme un moyen formidablement efficace d'éveiller les consciences.

Nous sommes entrés depuis quelques mois dans le cercle rouge, vous savez ce cercle de la légende Japonaise où tous les participants à une issue fatale qui les concernent se retrouvent, dans l'attente inexorable de leurs destins respectifs. Les dés ne sont pas tous jetés, mais chacun y va de sa martingale. Pour les États-Unis, leur capacité militaire qui est leur atout principal pourrait être défaite par la Russie, leur domination économique passée l'étant par la Chine.

Les mythes ont bon dos, et la vie dure. Il serait temps de remettre en cause celui de l'Amérique et la perception faussée que nous avons d'elle. Si son action a été importante au moment de la libération, bien que moindre par rapport aux 27 millions de tués Russes contre le fascisme, elle nous a séduit par sa musique et ses Big Mac, par Hollywood et son Obama. Un loup déguisé en agneau, comme cette Amérique où il a perdu tout pouvoir et où seul peut encore s'exercer son droit de veto avant d'être éventuellement éjecté avec perte et fracas. L'avenir de l'Europe et de la France ne serait-il pas de voir comment se rapprocher de la Russie et des Brics, pour la créer de l'Atlantique à l'Oural et tourner le dos à l'Otan et aux multiples moyens que les USA ont déployé pour nous asservir.

*Algarath, Source: [Oulala.info](http://Oulala.info)*

## Inégalité et pauvreté : encore une escroquerie statistique

18 déc 2014 | [Simone Wapler](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Un nouveau rapport de l'OCDE intitulé *Toujours plus d'inégalité : pourquoi les écarts de revenus se creusent* nous apprend que les inégalités pèsent sur la croissance économique. Pour avoir de la croissance, il faut donc plus d'égalité. Thomas Piketty dirait même qu'il faut plus d'impôt sur la fortune.

Il ne choque personne que des organismes qui n'arrivent même pas à prévoir

de façon fiable la croissance d'une année sur l'autre à paramètres inchangés puissent prévoir l'effet d'un changement d'hypothèse sur cette même donnée. C'est comme si, n'arrivant pas à prévoir la météo à trois jours dans un rayon de 10 km, vous prétendiez toutefois être capable de prévoir l'effet de 2°C de réchauffement climatique sur un continent.

*Pas besoin de se donner beaucoup de mal pour "faire du social", n'est-ce pas ? Il suffit simplement de taper sur les riches*

Je voudrai, cher lecteur, vous montrer aujourd'hui un très joli tour de magie statistique concernant la prétendue lutte contre les inégalités : raboter les revenus des gens permettrait de réduire le nombre de pauvres.

Donc pas besoin de se donner beaucoup de mal pour "faire du social", n'est-ce pas ? Il suffit simplement de taper sur les riches.

Pour commencer, un pauvre est selon les statistiques quelqu'un qui vit avec moins de 60% (ou 50% pour l'INSEE) du revenu médian. En effet, dans les pays riches — où l'on n'est plus censé mourir de faim — on parle de pauvreté relative. Maintenant qu'est-ce que le revenu médian, vous demandez-vous ? Avant de poursuivre, il est très important de comprendre que ce n'est pas le revenu moyen.

#### ▪ **Moyen contre médian, une nuance de taille**

Prenez cinq personnes dont les revenus mensuels s'échelonnent entre 1 500 et 5 000 euros. La première gagne 1 500 euros, la seconde 2 000 euros, la troisième 2 500 euros, la quatrième 3 000 et la cinquième 5 000 euros. Un statisticien calcule que le revenu moyen de ce quinté est de 2 800 euros. Bernard Arnault se joint à la population. Nous allons supposer que sa fortune — évaluée à 27 milliards d'euros — lui rapporte 10% et lui procure un revenu mensuel de 225 millions d'euros.

Notre statisticien recalcule le revenu moyen de la nouvelle population (le quinté plus Bernard Arnault) à 37,50 millions d'euros (225,0028 millions/6). Tout le monde est en moyenne devenu multi-millionnaire grâce à l'arrivée de Bernard Arnault. Ceci pour montrer que l'approche par la moyenne étant trompeuse, les statisticiens préfèrent la notion de revenu médian.

Le revenu médian sépare une population en deux parties égales. La moitié des gens gagnent plus que le revenu médian et la moitié des gens gagnent moins que le revenu médian. Raisonnons cette fois en revenu médian et reprenons notre quinté : son revenu médian est de 2 500 euros ; deux

personnes gagnent plus, deux autres moins. Supposons à nouveau que Bernard Arnault rejoigne cette population. Nous avons donc alors : 1 500 ; 2 000 ; 2 500 ; 3 000 ; 5 000 ; 225 000 000. Le revenu médian s'élève avec l'arrivée de Bernard Arnault et devient 2 750 euros (moyenne entre 2 500 et 3 000) ; trois personnes gagnent plus et trois personnes gagnent moins.

▪ **Attention : je sors la baguette magique statistique !**

L'arrivée de Bernard Arnault, tout le monde en conviendra, introduit une profonde inégalité dans notre groupe. Thomas Piketty en a des boutons. Statistiquement, vis-à-vis de ce groupe profondément inégalitaire, un pauvre est celui qui gagne moins de 60% de 2 750 euros soit 1 650 euros. Notre groupe comprend donc un pauvre (celui qui gagne 1 500 euros).

*La préconisation Piketty de lutte contre les inégalités étant appliquée, Bernard Arnault déménage dans un pays à la fiscalité plus douce avec ses 27 milliards d'euros de capital et sa petite valise en carton*

Maintenant, la préconisation Piketty de lutte contre les inégalités étant appliquée, Bernard Arnault déménage dans un pays à la fiscalité plus douce avec ses 27 milliards d'euros de capital et sa petite valise en carton. Notre groupe de six

redevient un quinté avec beaucoup moins d'oppressante inégalité. Le revenu médian s'abaisse et revient à 2 500 euros. Vis-à-vis du quinté sans Bernard Arnault, un pauvre est celui qui gagne moins de 1 500 euros (60% de 2 500 euros). Eurêka, il n'y a plus de pauvre dans ce groupe de cinq. Voilà c'est magique.

"Casse-toi, riche con !" titrait *Libération* dont la rédaction prétend certainement lutter contre la pauvreté.

La France détient le record des prélèvements obligatoires et des impôts, juste derrière le Danemark ; 37% des Français perçoivent maintenant l'impôt comme une extorsion de fonds. La montée de la pauvreté et du chômage montre bien que la taxation et la redistribution ratent leurs objectifs.

Il serait temps de réaliser que l'inégalité n'a rien à voir avec la pauvreté. Une société harmonieuse repose d'abord sur l'égalité des chances et l'équité — non pas sur l'aigreur et les privilèges.



# LES ÉMERGENTS SOUFFRENT ET LA RUSSIE EST AU TAPIS

17 décembre 2014 *par François Leclerc*

Sonnés, les dirigeants russes se tâtent pour vérifier s'ils sont entiers. Les grandes entreprises exportatrices ont été mises à contribution pour vendre les devises dont elles disposent et contribuer à la stabilisation du rouble, afin d'épargner la Banque de Russie qui a dépensé plus de dix milliards de dollars depuis le début du mois, et dont les réserves abondantes ne sont pas inépuisables. Dans l'attente d'autres mesures, elle va faciliter l'accès aux devises étrangères et protéger les banques de leurs pertes comptables.

Le premier ministre Dmitri Medvedev affirme aujourd'hui qu'aucune mesure d'encadrement des changes ne sera prise, afin de ne pas porter atteinte aux principes du marché, dit-il. Mais, en tout état de cause, le rouble aura perdu la moitié de sa valeur depuis le début de l'année, et rien ne pourra empêcher la Russie d'entrer dans une franche récession, et de connaître simultanément une flambée inflationniste des prix. Le système bancaire va être soumis à rude épreuve en raison de l'endettement des entreprises et des particuliers en devises étrangères. Composé d'une myriade de petits établissements côtoyant une poignée de grands établissements, ce système est très fragile et va devoir être restructuré dans l'urgence. Enfin, Vladimir Poutine – qui s'est tenu à l'écart afin de se démarquer du gouvernement, seul responsable selon lui de la conduite de la politique économique – tirera demain les leçons politiques et essaiera d'en faire autant avec les marrons du feu en faisant une fois de plus appel au chauvinisme russe, sa carte favorite.

Les pays de la zone euro vont perdre un de leurs bons clients, ce qui avait déjà débuté en raison de la crise ukrainienne, tandis que les banques et les entreprises plus particulièrement exposées à la Russie vont en subir le contrecoup, ce qui s'est ressenti en Bourse. Certes, ce ne sera pas la fin du monde, mais cela confirme qu'il ne faut pas attendre de relance du commerce extérieur avec les pays émergents : l'un après l'autre, les pays du BRIC n'offrent plus les mêmes débouchés qu'avant. De quoi inciter la Fed à encore plus de prudence dans le relèvement de son taux directeur, dont l'une des conséquences prévisibles sera de favoriser la sortie des capitaux des pays émergents et de peser encore sur leur développement économique.

Si l'évasion des capitaux a joué un grand rôle dans la crise russe, la chute du prix du pétrole y a également contribué. Elle a pour origine la volonté des majors du Cartel de peser sur la rentabilité des gisements de gaz de schiste américains concurrents en restreignant leur production. Le chacun pour soi se développe, n'augurant rien de bon dans une économie mondialisée et sans retour en arrière possible. La Russie va en faire l'expérience, coupée des marchés financiers et voyant ses recettes budgétaires s'évanouir, devant compter sur ses propres forces pour suppléer à des importations dont elle n'a plus les moyens.

## **Il faut réinstaurer les dispositions Monory-De Clercq**

*Posté le 18 décembre 2014 par Bruno Colmant*

Sur l'échelle de Richter des bouleversements économiques, les années 2008-14 auront été celles du pire choc sismique en un siècle. La débâcle de Fortis et la recapitalisation précipitée de plusieurs institutions financières ont rappelé les risques inhérents à l'investissement boursier.

La stabilité de la sphère bancaire en a été fort abîmée. Il peut paraître incongru de promouvoir l'investissement en actions après un krach, et l'idée doit certainement faire son chemin.

Depuis 30 ans, le capital à risque est l'orphelin du financement de l'économie belge. Au niveau macro-économique, les chiffres sont stupéfiants. Sur une période de 15 ans, moins de 5 % de l'épargne des particuliers s'est orientée vers l'investissement direct en actions.

Cette précarisation du capital à risque est telle que les pouvoirs publics doivent eux-mêmes stimuler la capitalisation des entreprises.

Au niveau fiscal, la pénalisation du capital à risque est encore plus cinglante. Malgré le remarquable apport des intérêts notionnels, les dividendes restent fiscalement défavorisés par rapport aux intérêts des dettes. Le précompte mobilier est plus lourd pour les dividendes que pour les intérêts. Une fiscalité d'entreprenariat devrait taxer plus légèrement les actions que les placements sans risque.

Or, au lieu de la stimuler, la fiscalité pénalise la prise de risque.

Pourquoi le Royaume a-t-il développé une telle défiance par rapport au capital à risque ? Intuitivement, notre pays aurait dû, comme le Grand-duché

de Luxembourg, faire de la fiscalité un outil de compétitivité et d'attractivité économique.

Il y eu, bien sûr, des raisons politiques, très prégnantes dans les années septante mais aujourd'hui anachroniques. L'instabilité juridique et la pusillanimité politique ont aussi certainement contribué à ce climat. **L'État n'a pas rassuré les actionnaires.**

A l'époque, les politiques de dépenses publiques entraînèrent le pays dans le gouffre des déficits et de l'endettement publics.

Les pouvoirs publics n'eurent d'autre choix que de financer les creux budgétaires par un appel massif à l'emprunt.

Le choix obligé fut donc de faire appel à l'épargne nationale, par des émissions d'emprunts à répétition. Le volume de ces derniers fut tel qu'il assécha le marché des capitaux au détriment des investissements productifs, c'est-à-dire du capital à risque. La bourse de Bruxelles fut d'ailleurs, au début des années quatre-vingt, totalement désertée.

Ce phénomène entraîna deux conséquences sérieuses. Tout d'abord, le taux d'intérêt des emprunts d'État belge dut être majoré d'une prime (afin de couvrir les risques de dépréciation du franc belge et le risque de solvabilité inhérent à l'État belge), au détriment global des pouvoirs publics.

Ensuite, le rendement du capital à risque, déjà émoussé par les poussées inflationnistes et une fiscalité lourde, ne fut plus suffisamment attractif en comparaison des placements sans risque.

C'est la nécessité d'avantager fiscalement la souscription des emprunts d'État qui conduisit à pénaliser la fiscalité des revenus d'actions. Différentes mesures imaginées par le Sénateur Etienne Cooreman, comme les actions AFV et les souscriptions Monory-De Clercq, habilement mises en œuvre en 1982-3, pallièrent cette situation. Une bonification fiscale fut allouée aux nouvelles souscriptions d'actions dont la contrepartie devait être affectée à certains investissements productifs.

Près de 30 ans plus tard, des relais fiscaux doivent être envisagés.

En effet, l'argent public injecté dans certaines bancaires et des plans de relance, ne sera jamais un relais naturel au capital à risque. Le temps est sans doute venu d'imaginer des solutions nouvelles. Nous irriguons le débat avec

l'idée suivante : celle d'un système d'épargne-actions, complémentaire à l'épargne-pension.

L'objectif serait d'investir à long terme dans des augmentations de capital, c'est-à-dire des nouveaux apports de capitaux à risque. Ces investissements se seraient effectués au travers de fonds, gérés par des banques et des compagnies d'assurances. Le système se rapprocherait des déductions Monory-De Clercq qui, à l'époque, étaient limitées à 1.000 euro par personne. La déductibilité fiscale conduirait à une réduction d'impôt de l'ordre de 30 % sur les sommes investies. Il s'agirait donc de promouvoir des apports de capitaux frais à des sociétés, avec les avantages de la diversification, de la liquidité assurée par la cotation des fonds et de la déductibilité fiscale.

Les fonds devraient être conservés pendant un nombre minimal d'années (5 à 10 ans) afin d'éviter la réalisation de gains à court terme. Le système n'aurait rien de révolutionnaire. Il existe, en France, sous le vocable « Plan d'épargne en actions » ou PEA. Il serait utile de s'en inspirer. En résumé, il est utile de tirer des leçons des traumatismes financiers de l'année 2008 et d'étañonner l'actionnariat. Sous cet éclairage, la mise sur place d'un système d'épargne-actions serait opportune.

## **12 mois dans l'année pour en arriver là**

**Chronique matinale par Thomas Veillet - déc 18, 2014**

Hier nous avons vécu la MEILLEURE séance du S&P500 et du Dow Jones de l'année. La semaine passée, nous avons vécu la PIRE semaine du S&P500 et du Dow Jones de l'année. Le rouble a subi sa pire séance de l'année hier aussi. Le mois de décembre est le PIRE mois de l'année pour le pétrole. Franchement, quand on regarde ça, on se demande pourquoi on est venu en janvier, février, mars, avril, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre et novembre.

Hier c'était la journée de la FED, mais c'était aussi la journée du rouble. Encore. Les efforts de la banque centrale russe auront finalement payé, les intervenants ont retrouvé un semblant de confiance et le rouble est passé de 80 à 60 en 24 heures. Cela montre combien le marché est rationnel et tout bien dans sa tête. « Le soulagement » ressenti sur la monnaie russe a donc permis aux marchés européens de » finir la journée dans le vert, nous sans avoir montré que l'on était toujours capable de passer 22 fois de positif à négatif

durant la séance et prouvant encore une fois que ce marché est totalement schizophrène ET paranoïaque ET n'a aucune idée de la direction qu'il faut prendre. Mais bon, ne soyons pas plus royaliste que le roi, au moins l'Europe terminait la journée en hausse après moult hésitations.

Heureusement aussi que le pétrole a fait mine de se stabiliser voir même de remonter un poil. Ce matin il est à 56.53\$ et on ne peut pas dire qu'il est remonté comme une fusée et que « cette fois c'est sûr on est reparti comme en quarante », mais il faut dire qu'après les claques que l'on s'est prise sur le baril ces dernières semaines, gagner 1\$ sur la séance, c'est presque un bull market. C'est touchant de voir tout ces traders s'exciter comme une bande de gosses devant le sapin sous prétexte que le baril est passé de 55 à 56\$...

Donc, si l'on résume en Europe ; nous sommes satisfait des décisions et des actions prises par la banque centrale russe (même si rien n'est gagné), on était content pour le pétrole, tout le monde s'est d'ailleurs à nouveau emporté sur le secteur et s'est dit qu'il était peut-être temps de considérer quelques emplettes. D'ailleurs la moitié de la presse publie des listes du type « les dix titres pétroliers qui ne sont pas chers » ou « les 8 titres que vous devez considérer si vous pensez que l'on aura encore besoin de pétrole dans les années à venir » ou encore « les 4 titres pétroliers qui sont trop pas chers », du coup, forcément, le matraquage finit par payer et le secteur s'offrait une belle journée en compagnie du baril qui frisait l'embrasement tellement il remontait vite.

Et puis ensuite, une fois que les Européens eurent éteint leurs écrans, pris leurs malles et soient partis choper leurs métros, les Américains ont eu tout la soirée pour eux. Tout d'abord pour attendre Yellen et la FED, puis pour écouter Yellen et la FED et puis finalement le reste de la séance était là pour interpréter le tout.

Alors si vous voulez la version courte, la voici :

– Les taux vont rester bas encore un moment, la FED est confiante et maîtrise la situation et à la fin le monde peut s'effondrer à l'autre bout de la terre, tant que la FED est derrière nous ; tout va bien et on peut acheter le marché, faire du pognon et puis c'est tout.

Pour la version longue, c'est à la page suivante :

– Janet Yellen a supprimé les « considerable time » de son discours

- À la base c'est pas bon, parce que ça veut dire qu'elle va monter les taux en 2015, c'est sûr et qu'elle va les monter plutôt avant l'été qu'après
  - MAIS, parce que pas folle la guêpe, elle a ajouté que la FED maintenait ses taux bas et POUVAIT ÊTRE PATIENTE...
  - La Fed pouvait donc être patiente. C'est nouveau ça. On savait que « considerable time » ça veut dire « un peu plus de six mois », mais « peut être patient », on a eu peu de peine à mettre une durée sur le terme.
  - Heureusement que dans le métier de la finance il y a plein de génies en psychologie car on a rapidement réussi à temporiser la chose en disant que « peut être patient » représente 4 à 5 mois. Donc on pourrait éventuellement peut-être voir la FED monter les taux en avril ou en mai. Ou plus tard. Ou pas du tout, après tout on peut être patient très longtemps.
  - Tenez, moi ça fait 43 ans que je suis patient en attendant de gagner à l'Euromillion...
  - Donc la FED va monter les taux plutôt tôt que tard. Alors à priori ce n'est pas une bonne nouvelle qui n'est pas censée faire monter le marché de 2% comme hier soir. MAIS ce n'est pas aussi simple.
  - SI YELLEN envisage éventuellement peut-être de monter les taux, c'est qu'elle a surtout confiance en l'économie américaine (là, je vous demande de vous lever, de mettre la main sur le cœur et de chanter le Star Spangled Banner)
  - Et si elle a confiance en l'économie américaine, c'est qu'elle sait que tout va aller très bien
  - Elle a aussi profiter de l'occasion pour laisser sous entendre que la FED ne s'attendait pas à voir un baril rester si bas pendant très longtemps et qu'en plus les USA n'avaient rien à craindre de la crise en Russie, parce que même si la Russie part en vrille, cela ne représente pas grand chose dans la balance commerciale (elle n'a pas parlé de la balance militaire parce que ça c'est autre chose, et ce n'est pas le sujet)...
- Bref, en conclusion et si vous voulez mon avis, le discours de la FED montre que la banque centrale américaine sera toujours derrière nous, que tout est sous contrôle et que les Américains sont vraiment les plus forts du monde et que l'on devrait leur confier les rennes de l'économie mondiale – nous en Suisse on leur a déjà donné le business de la banque privée et des fonds non-déclarés – il serait bien que le reste du monde comprenne que les USA, s'ils ne sont plus la première puissance économique mondiale, ils restent les rois

du monde, c'est d'ailleurs comme ça que ça finit dans chaque film hollywoodien...

La version ultra-courte de la FED d'hier soir c'est « trop d'la balle, la Janet ». Et donc, la journée à Wall Street aura été LA plus belle séance de l'année. Il aura fallu attendre le 17 décembre pour avoir LA PLUS BELLE SEANCE de l'année et redonner espoir aux investisseurs qui se disent que ; du coup on pourrait peut-être avoir un Christmas Rally. 4 séances de suite à 2.5% et c'est dans la poche, ce n'est même pas irréalisable.

STAR TRIBUNE CagleCartoons.com  
**SKK**



L'or est à 1198\$, mais là tout de suite, vu que la Russie ne vend plus rien, tout le monde s'en fiche, sauf ceux qui pensent que le monde va s'effondrer économiquement en 2015.

Ce matin on pousse un « ouf » de soulagement en Asie et c'est « Prosper youplà boum », le Nikkei remonte de 2.45%, c'est la première fois qu'on le voit content depuis la réélection d'Abe et le pire c'est que ce n'est même pas à cause de ça. Non, c'est aussi à cause que la FED elle va rester conciliante avec nous et qu'à Noël on aura plein de biscuits et de cadeaux. Le Japon explose, même Hong Kong bondit de joie en progressant de 1.23% ce matin.

Le seul marché qui fait la gueule, c'est la Chine qui recule de 0.33% pour ne pas faire comme tout le monde.

Au chapitre des nouvelles neuves du jour, on retiendra que la Grèce n'a pas réussi à s'offrir un nouveau Président au premier tour. Il semblerait qu'il y ait encore de l'espoir car il ne lui manque pas non plus 10'000 voix et il semblerait que les quelques voix qui manquent pourraient être négociées pour le second tour. Le parti Syriza continue d'hurler comme un cochon qu'on égorge en disant qu'ils essaient de voler l'élection, ce qui tendrait à dire que si, par le plus grand des hasards, les grecs n'arrivent pas à élire un Président et qu'il faille dissoudre le gouvernement, revoter et que le Syriza remporte les élections, comme ça à l'air bien parti. L'Europe peur commencer à préparer la sortie de la Grèce de l'UE et de l'Euro, car à les entendre, ça à l'air plutôt clair..

Du FT à CNBC en passant par le Barron's, tout le monde se demande si la crise russe actuelle est la même crise russe qu'en 1998 et tout le monde semble d'accord pour dire que ce n'est pas pareil, c'est aussi une crise, mais pas pareil. Le Barron's semble même un poil encourageant. Toujours dans le Barron's, il semble qu'après hier soir, tout le monde soit repassé en mode « bull » et puis dans le journal en question, le Fund Manager de chez JP Morgan qui gère leur fonds Intrepid sur l'Europe pense qu'il y a des actions hyper-pas-chères en Europe avec une croissance des earnings monstrueuses, il cite BMW, Continental, Orange, Ryanair et LEG Immobilien.

La guerre entre les taxis et UBER continue. Alors que l'Américain est en train de se faire interdire un peu partout dans le monde pour des raisons diverses et variées, ils viennent de lever encore 600 millions de dollars de la part de Baidu, le Google chinois. La question est de savoir si les lobbys des taxis un peu partout dans le monde seront assez forts pour faire rompre la start-up américaine, cela semble en prendre le chemin. En même temps, en tant qu'utilisateur, je préfère avoir un chauffeur sympa, efficace et moins cher, sans compter qu'il a l'air plutôt content de me voir contrairement aux « vrais pros », mais bon, dans ce cas-là, l'avis du consommateur ne compte pas et c'est plus haut que ça se passe.

Côté chiffres économiques, nous aurons le trade balance en Suisse, les German Business Expectations et l'IFO allemand. Il y aura aussi les retails sales en Angleterre, les jobless claims aux USA, le PMI des services et le



Philly Fed Manufacturing Index.

Pour le moment les futures sont légèrement en baisse de 0.1%. L'Euro/\$ est à 1.2344, le \$/yen vaut 118.44, le Bitcoin est à 310\$ et le rendement du 10 ans américain est de 2.13% – quant au franc suisse, il vaut 1.2009 contre Euros.

Il me reste à vous souhaiter une belle journée, en espérant que le tour de manège d'aujourd'hui sera un peu moins violent que ces derniers jours. Bon café et bon début de journée.

À demain.

Thomas Veillet

## **Le Champ des vaches**

**Patrick Reymond 18 décembre 2014**

Le forum romanum fut surnommé ainsi à une époque. Sur ce qui fut une place grouillante de monde, la seule activité fut, pendant plusieurs siècles, les vaches qui broutaient.

En Europe, on a choisit de financer l'égo des hommes politiques, et des aéroports inutiles. Mais vous, heureux lecteurs, étiez déjà au parfum, avertis que vous étiez du fait par une lecture quotidienne, et pour ne pas le cacher, compulsive de "la Chute", guettant avec impatience et le coeur palpitant, tout nouvel article.

Bon, maintenant que ma modestie bien connue m'empêche de continuer plus avant, on va revenir à l'objet du débat journalier, les aéroports.

Il paraît qu'on a financé pour 38 millions d'euros, des travaux inutiles. Là aussi, il faut reconnaître la modestie du chiffre. On peut y rajouter, facile, 1,2, voir 3 zéros. Ce dernier cas de figure a d'ailleurs, ma préférence.

Il paraît, dit on, que ça se reproduira plus. Parce que les procédures ont changés (et qu'aussi, même les aéroports vides, on ne saurait plus où les mettre).

Mais, NDDL s'apprête d'ailleurs à pulvériser le chiffre, car les chiens retournant toujours à leur vomis, Valls veut, lui aussi, le construire. Son inutilité est flagrante, mais il faut faire tourner un BTP à l'agonie, et les dividendes des grandes entreprises.

Après, l'utilité de construire à grands frais, un aéroport qui ne servira qu'à faire pâître les vaches, n'est ni judicieux, ni un signe de santé mentale.

On peut donc faire le ménage, et dans les grandes largeurs. Il faudrait prévenir Matignon, que dans l'ouest, il n'y a pas loin de 14 aéroports, qui attendent leurs vaches, qui seront les seules gros porteurs qui y atterriront.

Les travaux de contournement du Puy, sont en retard. C'est du à la nature du terrain, une glaise glissante. Et le BTP en est d'ailleurs pas du tout marri. Pour la bonne raison que c'est pour la plupart, leur seul chantier, en cours, et programmé. Jusqu'à quand va t'on faire des choses économiquement inutiles, écologiquement nuisibles, et sans aucun avenir ? Bien sûr, certains travaux peuvent s'avérer judicieux (notamment le contournement du Puy), mais on a déjà réalisé le plus rentable, et le plus utile.

Le reste, c'est de la fanfreluche à la nipponne. Ou à la chinoise. Construire des choses inutiles, là où il n'y a rien, et que la planète dévorera un jour, et qu'elle a déjà commencé à dévorer.

## ***From Cuba with love... Le 'Mur de La Havane' est tombé***

par Mylène Vandecasteele · 18 déc. 2014 Express.be



Mercredi, le président américain, Barack Obama, a annoncé qu'il avait signé un accord avec son homologue cubain Raul Castro, et que l'embargo économique que les Etats-Unis ont imposé à Cuba allait être levé partiellement. Cuba sera également supprimé de la liste des pays qui soutiennent le terrorisme.

Les Etats-Unis rouvriront une ambassade à Cuba, et assoupliront les restrictions commerciales et financières, ainsi que les limitations en matière de voyage pour les citoyens américains qui souhaitent se rendre à Cuba. Les Américains seront autorisés à envoyer plus d'argent aux citoyens cubains, et ils pourront importer plus de cigares. Les banques américaines seront

autorisées à travailler avec les banques cubaines.

« Ces 50 années ont montré que l'isolement n'a pas marché. Il est temps d'adopter une nouvelle approche », a déclaré Obama au cours d'un discours télévisé.

L'accord est l'aboutissement de 18 mois de négociations secrètes menées avec le concours du gouvernement canadien et de la Cité du Vatican. [Selon plusieurs sources, le pape François aurait joué un rôle décisif dans le rapprochement entre les deux pays.](#)

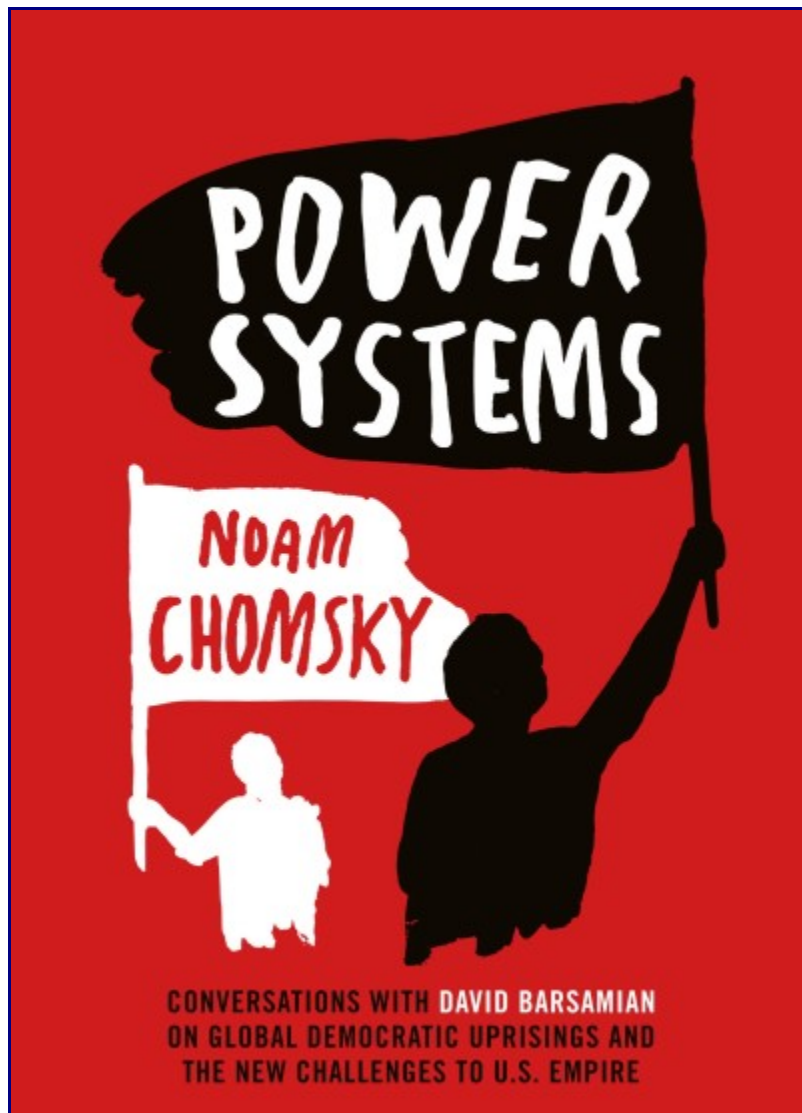
[Le travailleur humanitaire américain Alan Gross, qui a passé 5 ans dans une geôle cubaine, a été libéré](#), tout comme une cinquantaine de prisonniers politiques. De leur côté, les Américains ont libéré 3 Cubains qui avaient été emprisonnés après avoir été reconnus coupables d'espionnage.

A Miami, où réside une population d'environ 700 000 Cubains qui ont fui leur pays après la révolution communiste, les sentiments étaient mitigés après l'annonce de cet accord. Certains se félicitent de la modification de la stratégie des États-Unis, [d'autres accusent Obama de «trahison».](#)

## **Les États-Unis pensent que le monde leur appartient**

décembre 17th, 2014 | by [Mickael - Fondateur de News360x](#)

**Les États-Unis se sont depuis longtemps arrogé le droit d'utiliser la violence pour atteindre leurs objectifs, mais ils n'ont plus maintenant les moyens de mettre en œuvre leurs politiques. Cet article est une adaptation de *Soulèvement*, un chapitre de *Systèmes de pouvoir : conversations à propos du soulèvement général contre l'empire US*, le recueil d'interviews de Noam Chomsky par David Barsamian paru début 2013 (avec nos remerciements pour l'éditeur, Metropolitan Books). Les questions sont de Barsamian, les réponses de Chomsky.**



*Systemes de pouvoir : conversations à propos du soulèvement général contre l'empire US (cliquer sur l'image pour aller sur la page du livre dans amazon France)*

**Barsamian.** *Les États-Unis ont-ils toujours le même niveau de contrôle qu'autrefois sur les ressources énergétiques du Moyen-Orient ?*

**Chomsky.** Les grands pays producteurs d'énergie sont toujours fermement sous le contrôle des dictatures soutenues par l'Occident. Donc, effectivement, le progrès réalisé par le Printemps arabe est limité, mais il n'est pas négligeable. Le système dictatorial contrôlé par l'Occident est érodé. En fait, il est érodé depuis un certain temps. Ainsi, par exemple, si vous retournez cinquante ans en arrière, les ressources énergétiques, principale préoccupation des planificateurs américains, ont été pour la plupart nationalisées. Il y a toujours eu des tentatives pour changer cela, mais elles

n'ont pas réussi.

Prenez l'invasion américaine de l'Irak, par exemple. Pour tout le monde, sauf un idéologue borné, il est assez évident que nous avons envahi l'Irak, non pas par amour de la démocratie, mais parce que c'est la deuxième ou troisième plus grande source de pétrole dans le monde, et que l'Irak se trouve au cœur de la plus importante région productrice. Vous n'êtes pas censé le dire. Ce serait considéré comme une théorie conspirationniste.

Les États-Unis ont subi une sérieuse défaite en Irak de la part du nationalisme irakien, la plupart du temps par une résistance non-violente. Les États-Unis pouvaient tuer les insurgés, mais ils ne pouvaient pas faire face à un demi-million de personnes manifestant dans les rues. Étape par étape, l'Irak a été en mesure de démanteler les contrôles mis en place par les forces d'occupation. En novembre 2007, il devenait assez évident que les objectifs des États-Unis seraient très difficiles à atteindre. Et à ce moment là, curieusement, ces objectifs ont été explicitement dévoilés. Donc, en novembre 2007, l'administration Bush II a présenté une déclaration officielle à propos de ce que devrait être tout arrangement futur avec l'Irak. Il y avait deux exigences majeures : l'une, que les États-Unis soient libres de mener des opérations de combat à partir des bases militaires qu'ils conserveront ; et l'autre que soient *encouragés les flux d'investissements étrangers vers l'Irak, en particulier les investissements américains*. En janvier 2008, Bush a explicité cela clairement dans une de ses déclarations. Quelques mois plus tard, face à la résistance irakienne, les États-Unis ont dû renoncer. Le contrôle de l'Irak est en train de s'évanouir sous leurs yeux.

La guerre en Irak était une tentative de rétablir par la force quelque chose comme l'ancien système de contrôle, mais elle a été repoussée. En règle générale, je pense que les politiques américaines restent les mêmes depuis la Deuxième Guerre mondiale. Mais la capacité de les mettre en œuvre décline.

**Barsamian.** *Le déclin est-il dû à la faiblesse économique ?*

**Chomsky.** En partie parce que le monde est en train de se diversifier. Il dispose de centres de pouvoir multiples. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étaient vraiment à l'apogée de leur puissance. Ils avaient la moitié des richesses du monde, et tous leurs concurrents avaient été gravement endommagés ou détruits. Ils avaient une position de sécurité incroyable et élaboraient des plans pour diriger le monde, ce qui n'était pas

irréaliste à l'époque.

**Barsamian.** Est-cela qu'on a appelé *la grande aire* de planification? [zone à subordonner aux intérêts économiques des US, NdT]

**Chomsky.** Oui. Juste après la Seconde Guerre mondiale, George Kennan, chef du personnel de la planification de la politique du département d'État des États-Unis, et d'autres, en ont esquissé les détails, puis ils ont été mis en œuvre. Ce qui se passe actuellement au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans une certaine mesure en Amérique du Sud nous ramène tout droit à la fin des années 1940. Le premier grand succès de la résistance à l'hégémonie américaine a eu lieu en 1949. C'est lorsque se produisit un événement appelé *la perte de la Chine*, cette expression est significative.

C'est une formulation très intéressante, et jamais contestée. Il y eut beaucoup de discussions pour savoir qui était responsable de la perte de la Chine. C'était devenu un problème national énorme. Mais c'est une phrase très intéressante. Vous ne pouvez perdre que quelque chose qui vous appartient. Cela était tout simplement pris pour un fait acquis : nous possédons la Chine et si elle se dirige vers l'indépendance, c'est que nous l'avons perdue. Plus tard apparurent les préoccupations au sujet de *la perte de l'Amérique latine*, puis *la perte du Moyen-Orient*, *la perte de...* certains pays, le tout basé sur la prémisse que nous possédons le monde et que tout ce qui affaiblit notre contrôle est une perte pour nous et nous nous demandons comment le récupérer.

Aujourd'hui, si vous lisez, disons, des revues de politique étrangère ou si vous écoutez les débats républicains ridicules, vous verrez qu'ils se demandent : *Comment pouvons-nous éviter de nouvelles pertes ?*

Par ailleurs, la capacité de préserver le contrôle a fortement diminué. En 1970, le monde était déjà ce que l'on appelait tripolaire économiquement, avec un centre industriel en Amérique du Nord, aux États-Unis, un centre européen basé en Allemagne, à peu près comparable en taille, et un centre en Asie de l'Est, basé au Japon, qui était alors la zone de croissance la plus dynamique dans le monde. Depuis cette époque, l'ordre économique mondial est devenu beaucoup plus diversifié. Il est donc plus difficile pour nous de mener à bien nos politiques, mais les principes sous-jacents n'ont pas beaucoup changé.

Prenez la doctrine Clinton. La doctrine Clinton disait que les États-Unis avaient le droit de recourir à la force unilatéralement, afin d'assurer *un accès sans restriction aux marchés clés, à l'approvisionnement en énergie et aux ressources stratégiques*. Cela va au-delà de tout ce que George W. Bush a dit. Mais c'était dit posément, sans arrogance ni agressivité, donc cela n'a pas causé beaucoup d'émoi. La croyance dans cette vocation persiste jusqu'à ce jour. Elle fait aussi partie de la culture intellectuelle.

Juste après l'assassinat d'Oussama ben Laden, au milieu de toutes les acclamations et des applaudissements, il y eut quelques commentaires critiques remettant en question la légalité de l'acte. Depuis des siècles, il y avait quelque chose appelé la présomption d'innocence. Si vous appréhendez un suspect, c'est un suspect et non un coupable, jusqu'à preuve du contraire. Il doit être traduit en justice. C'est un principe essentiel de la loi américaine, vous pouvez remonter à la *Magna Carta [Grande Charte, promulguée en Angleterre en 1215 pour protéger les libertés, NdT]*.

Donc quelques voix se sont élevées disant que nous ne devrions peut-être pas jeter aux orties les fondements de la loi anglo-américaine. Cela a conduit à un grand nombre de réactions furieuses de colère et de mécontentement, mais les plus intéressantes sont venues, comme d'habitude, de l'extrême du centre-gauche du spectre politique.

Matthew Yglesias, un commentateur de gauche-libéral bien connu et très respecté, a écrit un article dans lequel il se moque de ces points de vue. Il a dit qu'ils étaient *incroyablement naïfs* et stupides. Puis il a expliqué la raison. Il a dit : *L'une des principales fonctions de l'ordre institutionnel international est précisément de pouvoir légitimer l'utilisation de la force militaire meurtrière par les puissances occidentales*.

Bien sûr, il ne parle pas de la Norvège. Il vise les États-Unis. Donc, le principe sur lequel repose le système international est que les États-Unis ont le droit d'utiliser la force à volonté. Parler de la violation du droit international par les États-Unis ou quelque chose du même genre est incroyablement naïf et complètement stupide. Incidemment, j'étais la cible de ces remarques, et je suis heureux de reconnaître ma culpabilité. Je pense que la *Magna Carta* et le droit international valent la peine qu'on leur accorde une certaine attention.

Je mentionne simplement que pour illustrer cela, aussi bien dans la culture

intellectuelle, que dans ce qu'on appelle l'extrême du centre-gauche de l'échiquier politique, les principes à la base de ces pratiques prédatrices n'ont pas beaucoup changé. Mais la capacité de les mettre en œuvre a été fortement réduite. Voilà pourquoi vous entendez tout ce discours sur le déclin américain. Jetez un œil à l'édition de fin d'année de *Foreign Affairs*, le journal phare de *l'establishment*.

Sa page de couverture demande, en caractères gras, *L'Amérique est-elle finie ?* C'est la plainte classique de ceux qui croient que tout leur appartient. Si vous croyez que vous devriez tout posséder et si quoi que ce soit vous échappe, c'est une tragédie, et le monde s'effondre. Donc, l'Amérique est-elle fichue ? Il y a longtemps nous avons *perdu* la Chine, nous avons perdu l'Asie du Sud-Est, nous avons perdu l'Amérique du Sud. Peut-être que nous allons perdre le Moyen-Orient et les pays d'Afrique du Nord. L'Amérique est-elle finie ? C'est une sorte de paranoïa, mais c'est la paranoïa des super-riches et des super-puissants. Si vous n'avez pas tout, vous n'avez rien, c'est une catastrophe.



*Soldat américain pointant une arme sur des Irakiens*

**Barsamian.** *Le New York Times dit que le dilemme de la politique des Printemps arabes vient de la difficulté à concilier les objectifs américains contradictoires, que sont le soutien à un changement démocratique, le désir de stabilité, et la crainte des islamistes, qui sont devenus une force politique puissante. The Times identifie ces trois objectifs*



*des États-Unis. Qu'en pensez-vous ?*

**Chomsky.** Deux d'entre eux sont exacts. Les États-Unis sont en faveur de la stabilité. Mais vous devez vous rappeler ce que signifie la stabilité. Stabilité signifie se conformer aux ordres américains. Ainsi, par exemple, l'une des accusations contre l'Iran, la grande menace pour la politique étrangère, prétend que ce pays cherche à déstabiliser l'Irak et l'Afghanistan. Comment ? En essayant d'étendre son influence dans les pays voisins. Alors que nous, par contre, nous *stabilisons* les pays en les envahissant et en les détruisant.

J'ai parfois cité une de mes illustrations favorites de ce fait, qui me vient d'un très bon analyste libéral de politique étrangère, James Chace, très connu et ancien rédacteur en chef de *Foreign Affairs*. En s'exprimant au sujet du renversement du régime de Salvador Allende et de l'imposition de la dictature d'Augusto Pinochet en 1973, il a écrit que nous devons *déstabiliser* le Chili dans l'intérêt de la *stabilité*. Cela n'est pas perçu comme une contradiction, et ce n'en est pas une. Nous avons dû détruire le système parlementaire, afin d'obtenir la stabilité, ce qui signifie qu'ils font bien ce que nous disons. Donc, oui, nous sommes en faveur de la stabilité dans ce sens technique.

La préoccupation par rapport à l'islam politique est comme la préoccupation qui naît de tout développement indépendant. Vous devez vous préoccuper de tout ce qui est indépendant, car cela peut vous ruiner. En fait, c'est un peu paradoxal, parce que, traditionnellement les États-Unis et la Grande-Bretagne ont fortement soutenu le fondamentalisme islamique radical, pas l'islam politique, en tant que force pour contrer le nationalisme laïc, qui est la véritable préoccupation. Ainsi, par exemple, l'Arabie saoudite est l'État fondamentaliste le plus extrême dans le monde, un État islamique radical. Il a un zèle missionnaire, propage l'islam radical au Pakistan et finance la terreur. Mais ce pays est le bastion de la politique américaine et britannique. Ils l'ont toujours soutenu contre la menace du nationalisme laïc venant d'Égypte avec Gamal Abdel Nasser, ou d'Irak avec Abd al-Karim Qasim, parmi beaucoup d'autres. Mais ils n'aiment pas l'islam politique, car il peut devenir indépendant.

Le premier des trois points, notre aspiration à la démocratie, a les mêmes accents de sincérité que Joseph Staline parlant de l'engagement de la Russie pour la liberté et la démocratie dans le monde. C'est le genre de déclaration

qui vous fait rire quand vous l'entendez des bouches des commissaires ou des religieux iraniens, mais vous hochez poliment la tête, peut-être même avec crainte, quand vous l'entendez de la part de leurs homologues occidentaux.

Si vous regardez les faits, l'aspiration à la démocratie est une mauvaise plaisanterie. C'est même reconnu par les plus grands savants, même s'ils ne l'expriment pas de cette façon. L'un des principaux chercheurs sur la soi-disant promotion de la démocratie est Thomas Carothers, plutôt assez conservateur et très respecté, un néo-reaganien, pas un libéral flamboyant. Il a travaillé au département d'État de Reagan et écrit plusieurs livres étudiant le cours qu'a suivi la promotion de la démocratie, qu'il prend très au sérieux. Il dit, oui, c'est un idéal américain profond, mais il a une histoire cocasse. Toutes les administrations américaines sont *schizophrènes*. Elles ne soutiennent la démocratie que si celle-ci satisfait leurs intérêts stratégiques et économiques. Il décrit cela comme une étrange pathologie, comme si les États-Unis avaient besoin d'un traitement psychiatrique ou quelque chose de ce genre. Bien sûr, il y a une autre interprétation, mais qui ne peut pas venir à l'esprit d'un intellectuel bien formaté et bien éduqué.

En Egypte, plusieurs mois après sa chute, le président Hosni Moubarak se retrouvait dans le prétoire, faisant face à des poursuites pour des activités criminelles. Il est inconcevable que des dirigeants américains soient un jour tenus de rendre compte de leurs crimes en Irak ou au-delà. Est-ce que cela va changer un de ces jours prochains ?

Il s'agit essentiellement du principe Yglesias : le fondement même de l'ordre international réside dans le droit des États-Unis à utiliser la violence à volonté. Alors, comment pouvez-vous incriminer quelqu'un ?

**Barsamian.** Et personne d'autre n'a ce droit ?

**Chomsky.** Bien sûr que non. Mais peut-être nos clients le font-ils ? Si Israël envahit le Liban et tue mille personnes en détruisant la moitié du pays, alors d'accord, ça va. C'est intéressant. Barack Obama était sénateur avant d'être président. Il n'a pas fait beaucoup en tant que sénateur, mais il a fait certaines choses, dont une qui le remplit de fierté. En effet, si vous regardez son site Web avant les primaires, il a souligné le fait que, lors de l'invasion israélienne du Liban en 2006, il avait co-parrainé une résolution du Sénat demandant que les États-Unis ne fassent rien pour empêcher les actions militaires d'Israël tant qu'elles n'avaient pas atteint leurs objectifs, et

demandant aussi de censurer l'Iran et la Syrie parce qu'ils soutenaient la résistance à la destruction du sud Liban par Israël (pour la cinquième fois en vingt-cinq ans). Donc, Israël hérite du droit à la violence. Les autres clients aussi.

Mais les droits résident vraiment à Washington. Voilà ce que signifie posséder le monde. C'est aussi naturel que l'air que vous respirez. Cela ne peut pas être remis en question. Le principal fondateur de la théorie contemporaine des relations internationales, Hans Morgenthau, était vraiment une personne tout à fait décente, un des très rares politologues et spécialistes des affaires internationales à critiquer la guerre du Vietnam, pour des raisons morales, non tactique. C'est très rare. Il a écrit un livre intitulé *Le but de la politique américaine*. Rien qu'avec le titre vous pouvez deviner ce qui va suivre.

Les autres pays n'ont pas de *buts*. Le but de l'Amérique, par contre, est *transcendant*, il s'agit d'apporter la liberté et la justice au reste du monde. Mais c'est un bon élève, comme Carothers. Alors il a étudié les dossiers. Il a dit que, après avoir analysé le cas, il semblait que les États-Unis n'avaient pas été à la hauteur de leur finalité transcendante.

Mais ensuite il dit que critiquer notre but transcendant, *c'est tomber dans l'erreur de l'athéisme, qui nie la validité de la religion pour des motifs similaires*, ce qui est une comparaison pertinente, car c'est une croyance religieuse profondément ancrée.

C'est si profond que cela devient difficile à démêler. Et remettre cela en question provoque une quasi-hystérie, et mène souvent à des accusations d'anti-américanisme ou de *haine de l'Amérique*, concepts intéressants qui n'existent pas dans les sociétés démocratiques, mais seulement dans les sociétés totalitaires, et chez nous, où ils sont simplement considérés comme acquis.

**Noam Chomsky & David Barsamian**

17

déc

2014

# Point sur la chute du rouble, par Jacques Sapir

Blog d'Olivier Berruyer 17 décembre 2014

Articles de Jacques Sapir du 16/12

Je suis toujours fasciné de voir ainsi les États attaqués par la spéculation interne et externe sans réagir.

Pourtant il ne serait pas si compliqué de leur tordre le cou en interdisant (ou limitant fortement) la capacité pour un acteur à acheter des devises.

Il suffirait de vérifier que les devises demandées servent à ce qu'un acteur de l'économie réelle achète un bien ou un service – sinon, n'importe pour que la Banque centrale serve la monnaie demandée...

Le rouble a été durement attaqué hier, lundi, et a connu une nouvelle baisse importante. En réaction, la Banque Centrale de Russie a monté son taux directeur de 10,5% par an à 17%. Cette réaction, dont on peut comprendre la logique, risque d'être insuffisante. Compte tenu de la nature des attaques spéculatives dont le Rouble est l'objet, seul des mesures de contrôle des capitaux sont en mesure de ramener le calme sur le marché des changes.

## **I. Un mouvement clairement spéculatif.**

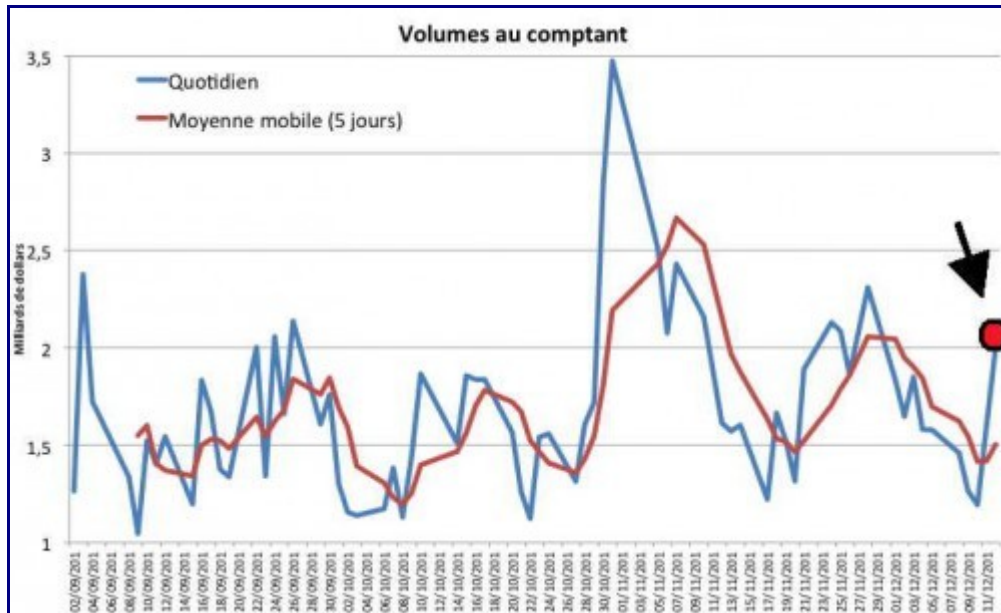
Il est clair désormais que le rouble fait l'objet d'attaques spéculatives. Les causes structurelles de sa baisse sont connues :

- (1) Baisse des prix du pétrole.
- (2) Endettement des entreprises russes en Dollar et nécessité pour ces entreprises de rembourser pour 120 milliards de Dollars dans le deuxième semestre de 2014.
- (3) Raréfaction des dollars sur le marché russe du fait des sanctions financières imposées par les Etats-Unis et appliquées par nombre de banques européennes.
- (4) Conjoncturellement, hausse de la demande de dollars pour payer les importations de biens de luxe du fait des fêtes de Noël.

Ces causes sont connues. Mais il est aussi clair que l'on est en présence d'un mouvement spéculatif. Les effets de ce derniers peuvent être lus dans les graphiques suivants.

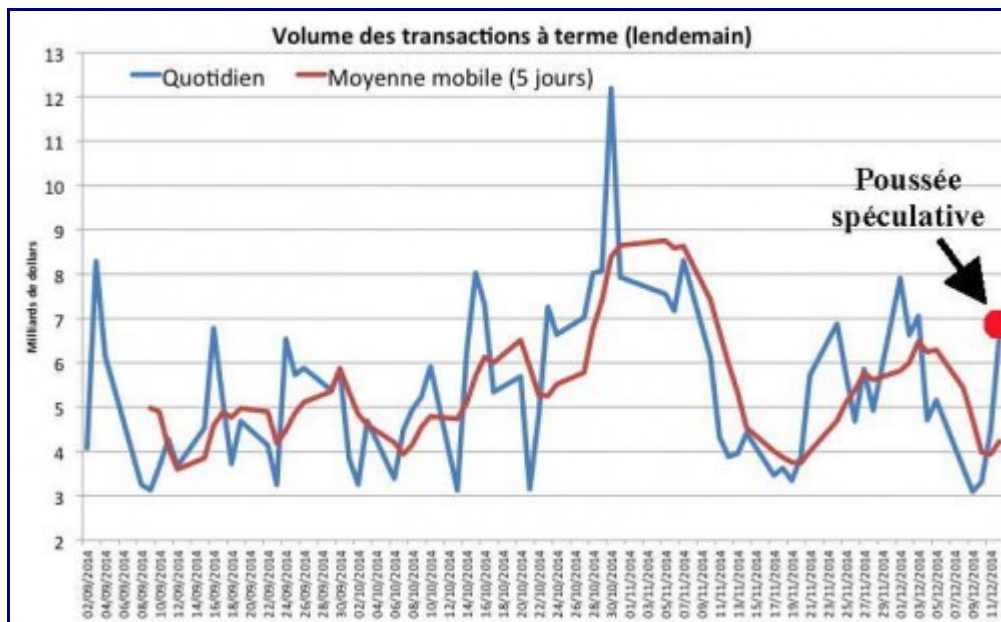
## **Graphique 1**

## Volumes sur le marché des changes – Marché au comptant



Graphique 2

## Volumes sur le marché des changes – Marché à terme



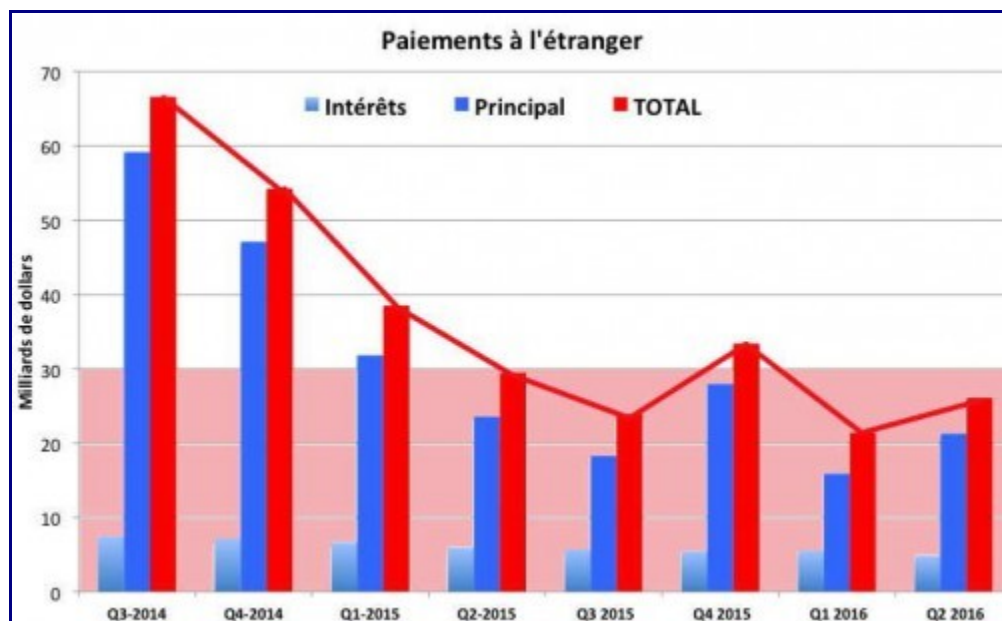
Sources : graphiques 1 et 2 – Banque Centrale de Russie et Marché Interbancaire des Changes (MICEX-MMVB)

On sait aussi que les pressions à la baisse devaient se ralentir, voire s'inverser, au début de 2015. Les remboursements des entreprises russes doivent baisser fortement en 2015 et l'on peut penser que le prix du baril de pétrole va remonter à partir de février, en raison de risques que cette baisse

fait courir à l'économie américaine. Rien ne peut justifier les mouvements récents, rien sauf la spéculation. L'ampleur des mouvements récents traduit en réalité une spéculation de la part d'acteurs russes mais aussi étranger (des fonds spéculatifs). C'est cette spéculation à la baisse qui a provoqué la chute brutale du Rouble lundi 15 décembre.

### Graphique 3

#### Mouvement des remboursements



Source: Banque Centrale de Russie. Estimation du solde positif de la balance commerciale de la Russie à 10 milliards de dollars par mois.

## II. Une réaction logique mais sans doute inefficace.

Dans ce contexte, la décision prise dans la nuit du 15 au 16 par la Banque Centrale de Russie se comprend parfaitement. Pour casser la spéculation elle monte fortement les taux afin de rendre le rouble plus cher. Les agents qui contracteraient des emprunts en roubles pour les transformer en dollars devront payer bien plus cher. Mais, un taux de 17% par an n'est pas dissuasif pour ce genre de spéculation où les positions prises le sont à la journée voire, au plus, à la semaine. La BCR devra alors soit continuer de faire monter ses taux soit noyer le marché par des ventes massives de dollars afin de faire remonter brutalement le Rouble et de prendre les spéculateurs à contre-pied, leur faisant perdre beaucoup d'argent.

C'est donc une stratégie possible, les réserves en devises de la BCR sont

largement suffisantes, mais c'est une stratégie couteuse. Les montants que la BCR devra accepter de dépenser pourraient atteindre les 100 milliards de dollars en quelques semaines si elle veut faire du mal aux spéculateurs. Par ailleurs, cette très forte hausse des taux aura des conséquences très négatives pour l'économie, au moment où de nombreuses entreprises russes cherchent à investir pour développer des productions de substitution aux importations. Dans ces conditions, soit il s'agit d'une politique de court terme, et on verra ce qui se passe sur le marché des changes très vite, soit la BCR devra se résoudre à introduire un contrôle des capitaux comme nous le lui avons conseillé depuis plusieurs mois.

### **III. Des mesures de contrôles sont plus efficaces.**

Il est en effet connu que des mesures de contrôle des capitaux sont des armes efficaces face à un marché qui est l'objet de mouvements spéculatifs. L'ampleur de cette spéculation conduit à des mouvements de capitaux importants, qui sont parfaitement identifiables et qui peuvent être interdits ou qui peuvent donner lieu à des pénalités dissuasives. Par ailleurs, un contrôle des capitaux a pour effet de déconnecter les taux d'intérêts internes et ceux des marchés internationaux. Il devient possible de baisser les taux d'intérêts, ce qui est profitable pour l'industrie et les entrepreneurs.

Des mesures de ce type ont été appliquées avec succès dans plusieurs pays. Elles sont désormais recommandées dans ce type de situation par le FMI et par de nombreux économistes. Mais, il est clair que c'est une décision politique. La BCR avait exclu en octobre le recours à des mesures de ce type. Elle va devoir prouver très rapidement que l'arme des taux peut être efficace. Dans le cas contraire, il faudra qu'elle mette très rapidement (d'ici à la semaine prochaine) en place un mécanisme efficace de contrôle des capitaux.

Source : <http://russeurope.hypotheses.org/>

=====

Extrait de [cet entretien au Figaro](#) :

#### **Cela modifie-t-il la donne sur le plan géopolitique?**

Il est frappant de voir que cette crise frappe la Russie alors que cette dernière, après avoir signé d'importants accords pétroliers et gaziers avec la Chine, a passé des contrats importants en Inde (construction de 12 centrales nucléaires

d'ici 2030) et avec le Mexique. En fait, la Russie était en train de rééquilibrer la structure de ces exportations et s'affirmait de plus en plus comme un acteur important dans le développement des pays émergents. Cette crise, si elle ne peut remettre en cause ces contrats, pourrait néanmoins freiner le processus commercial.

Cette crise pourrait aussi accélérer le processus de rapprochement entre la Chine et la Russie. La Chine, rappelons-le, a toujours un système de contrôle sur les capitaux et elle contrôle aussi le taux de change du Yuan. Si la Russie se décide à mettre en place un contrôle des capitaux, cela voudra dire qu'elle se rapprochera encore un peu plus de son grand voisin. Telle pourrait être en définitive l'issue de cette crise.

### **Peut-on parler définitivement de nouvelle guerre froide?**

Le terme de guerre froide est inapproprié car la situation actuelle n'a plus rien à voir avec celle des années cinquante à quatre-vingt. Il n'est d'ailleurs plus possible d'isoler la Russie. Ses relations avec la Chine, mais aussi l'Inde, les pays d'Amérique Latine et les pays du Moyen-Orient sont qualitativement et quantitativement d'une nature bien différente que les relations que pouvait avoir l'URSS avec les autres pays. Mais, le conflit entre la Russie et les Etats-Unis pourrait bien dégénérer. En particulier, si la Russie acquiert l'intime conviction que les Etats-Unis sont à l'origine de la crise spéculative actuelle, les répercussions sur les relations entre ces deux pays pourraient être importantes et de longue durée.

## **Russie : « les sanctions ont coûté 25 à 30 % de sa valeur au rouble », selon Poutine**

Claude Fouquet / Journaliste et Gabriel Nedelec / Journaliste | Le 18/12



Vladimir Poutine tient sa conférence de presse annuelle dans un contexte tendu – DR  
C'est la première fois que le Président Poutine reconnaît l'impact des



sanctions occidentales sur l'économie de son pays. Lors de sa grande conférence annuelle, Vladimir Poutine a aussi accusé les Occidentaux de vouloir construire un nouveau « Mur » en Europe.

Vladimir Poutine a donné jeudi sa grande conférence annuelle. Tradition oblige, les Occidentaux sont pointés du doigt par le Président russe. Mais ce dernier s'est aussi attaqué à la majorité des sujets du moment : Ukraine, chute du rouble, mesures économique et même... vie privée (« je suis amoureux » a-t-il confessé).

Un exercice qui intervient pour lui dans un contexte particulier, même s'il jouit toujours d'une très forte popularité. Un sondage le crédite aujourd'hui de 80 % d'opinions favorables ( [voir le diaporama cette conférence réalisé par la voix de la Russie](#) ).

### **25 % a 30 % de la chute du rouble sont imputables aux sanctions occidentales**

C'est la première fois que le Président russe reconnaît l'impact des sanctions sur l'économie de son pays. Celles-ci auraient coûté « 25 à 30 % de la valeur du rouble » a-t-il affirmé. Mais à la question d'un journaliste qui demandais si la situation actuelle était le « prix à payer pour la Crimée », Vladimir Poutine a réfuté. « *Non, ce n'est pas le prix à payer pour la Crimée, c'est le prix de notre volonté naturelle de rester une nation, une civilisation, un Etat* ».

### **L'occident se comporte comme un « empire »**

Comme dans la plupart de ses discours, les questions internationales ont une place de choix. Et les attaques envers l'Occident pleuvent généralement. Vladimir Poutine a donc accusé les Occidentaux de vouloir créer un nouveau « Mur » en Europe et de se comporter comme un « empire » qui veut « faire marcher au pas ses vassaux ».

*« Il s'agit d'un mur virtuel, mais il commence déjà à être construit », a déclaré le chef de l'Etat russe interrogé sur le climat de confrontation entre Russes et Occidentaux. « Le bouclier antimissile près de nos frontières, ce n'est pas un mur ? Nos partenaires ont décidé qu'ils étaient les vainqueurs, qu'ils étaient désormais un empire et que les autres étaient des vassaux qu'il faut faire marcher au pas », a-t-il martelé.*

## **Deux ans pour sortir de la crise**

Le président russe a dans un premier temps fait un point sur l'Etat de l'économie russe, dont la santé est liée à "des facteurs extérieurs. Pour autant, le budget de la Russie accusera un excédent de 1,9 % du PIB, a-t-il annoncé.

Vladimir Poutine a ensuite assuré son auditoire que l'économie russe "surmontera la crise" Combien de temps faudra-t-il pour cela? Selon le scénario le plus pessimiste, je pense qu'il faudra deux ans", a déclaré le chef de l'Etat. Avant de relativiser un peu ses déclarations pessimistes :

"Mais ce n'est pas du tout obligatoire. La situation pourrait s'améliorer plus tôt; Elle peut s'améliorer d'ici le premier, le deuxième semestre de l'année prochaine, au milieu de l'année prochaine, soit d'ici à la fin de l'année prochaine. Personne n'est capable de faire un pronostic exact. Il y a beaucoup trop de facteurs impossibles à prédire", a indiqué un peu plus tard le chef de l'Etat russe.

Pékin estime que Moscou surmontera la crise économique"

Si nombre d'analystes se demandait si la Chine viendrait soutenir la Russie, la réponse à cette question est en partie tombée ce jeudi.

"La Chine suit les récentes fluctuations violentes du rouble. Nous voyons aussi que le gouvernement russe prend des mesures pour stabiliser la situation. La Russie est un des pays du G20 dont la dette publique représente une petite partie du PIB. La Russie dispose également de réserves naturelles importantes, d'une industrie développée et nous croyons que la Russie est capable de surmonter ces difficultés temporaires", a indiqué le chef de la diplomatie chinoise Qin Gang.

## **La Banque centrale et le gouvernement prennent des mesures adéquates**

Il a également assuré qu'avec un total de 8,4 mille milliards de roubles, les réserves de changes de la Russie sont suffisantes et que donc, le rouble se redressera." *J'estime que la Banque centrale et le gouvernement prennent des mesures adéquates dans la situation actuelle. Il y a des questions à poser tant au gouvernement qu'à la Banque centrale eu égard à l'opportunité et à la qualité des mesures adoptées, mais, en général, leurs actions sont absolument appropriées et vont dans la bonne direction*", a indiqué Vladimir Poutine. Il a précisé que la Russie ne doit pas « gaspiller les réserves de la

*Banque centrale en essayant de soutenir le rouble ».*

Sur les cause de la chute du rouble, Poutine a, comme à son habitude, affirmé que des « éléments extérieurs » ont précipité la crise mais il a par ailleurs reconnu que la Russie n'a « *pas assez fait pour diversifier son économie nationale ces 20 dernières années* ».

Lire aussi

[Comment la Russie veut mettre fin à la panique en Bourse](#)

### **Ukraine : il faut "cesser d'ériger des murs"**

Interrogé sur l'Ukraine et la présence russe, Vladimir Poutine a réaffirmé qu'il n'y avait pas de soldats ni de mercenaires du côté des combattants anti-Kiev. Il a également affirmé être persuadé que le président ukrainien Porochenko voulait résoudre le conflit.

*"Notre ferme position sur les crises, notamment sur l'Ukraine, doit faire comprendre à nos partenaires que la seule bonne voie consiste à cesser d'ériger des murs et à se mettre à créer un espace humanitaire commun, celui de sécurité et de liberté économique"*, a indiqué le chef de l'Etat russe qui avait estimé un peu plus tôt que depuis la fin de la Guerre froide, l'Occident n'avait eu de cesse d'en ériger.

Trois heures de conférence, 53 questions posées par 38 journalistes

L'exercice annuel de la conférence de presse du président russe est généralement très long.

En 2013 elle avait duré 4 heures et cinq minutes. Le record a été atteint en 2008, quand celle-ci dura 4 heures et 40 minutes. Il a alors répondu à 106 questions.

Celle de 2014 ne déroge pas à la règle. Pour sa dixième grande conférence Vladimir Poutine a répondu à 53 questions pendant 3 heures et dix minutes. Les questions ont été posées par 38 journalistes dont 30 russes et 8 étrangers. Un peu avant le début de la conférence, le responsable de la presse du Kremlin a expliqué à l'agence Tass qu'il n'y a "pas de limite pour la conférence, laissant entendre que Vladimir Poutine pourrait répondre aux questions aussi longtemps qu'il le souhaitera.

## **Nucléaire Iran, accord en vue**

L'Iran et les six puissances du groupe P5+1 sont « très près » de parvenir à une solution dans leurs négociations sur le programme nucléaire iranien, a déclaré Vladimir Poutine [qui pourrait se rendre en Iran](#) « à une date convenable » pour les deux parties. Il a ajouté que la conclusion d'un accord serait bénéfique pour les relations économiques entre Moscou et Téhéran.

## **Tchéchénie: Poutine critique Kadyrov**

L'homme fort du Kremlin a condamné l'appel de Ramzan Kadyrov, le leader tchéchène à des représailles contre les familles de combattants islamistes après des violences à Grozny qui ont fait 25 morts le 4 décembre dans la capitale de cette république russe du Caucase, tout en affichant une certaine compréhension face à une réaction « émotionnelle ». Plusieurs maisons ont été brûlées après ces déclarations de, un protégé du Kremlin, provoquant des protestations des ONG de défense des droits de l'homme dont l'une a ensuite été prise pour cible. « Il n'avait pas le droit de faire cela. Tout le monde en Russie doit respecter la loi en vigueur », a déclaré le président russe.

Quelques heures avant le début de cette conférence, le rouble après un plongeon historique en début de semaine, s'était un peu repris.. En début de matinée, la devise russe retrouvait ainsi les niveaux de fin de semaine dernière tandis que sur le marché boursier, l'indice moscovite RTS montait de 6,76%, alors qu'il avait perdu plus de 10% lundi comme mardi.

## **[La Fed prône la patience et rassure les marchés](#)**

[Karl de Meyer](#) / Correspondant à New York | Le 17/12 [LesEchos.fr](#)

**La banque centrale compte laisser les taux à un niveau historiquement bas "pendant une période considérable". Mais elle ouvre la voie à une remontée des taux courant 2015 si la conjoncture s'améliore.**

Au terme de la dernière réunion du comité de politique monétaire de 2014, la Fed a choisi la prudence. Alors que de nombreux observateurs attendaient un signal fort vers un nouveau cycle monétaire, la Fed a maintenu le cap actuel. Les taux resteront à un niveau tout près de zéro pendant « une période de temps considérable » après la fin du troisième stimulus massif de l'économie, qui s'est clos en octobre. Cependant, ceux-ci pourront être remontés plus tôt

que prévu si la conjoncture s'améliore rapidement. La Réserve fédérale sera notamment attentive à l'évolution de l'inflation et du marché de l'emploi.

Janet Yellen, présidente de la Fed, porte pourtant un regard optimiste sur l'économie américaine. Certes, l'horizon économique n'est pas sans nuages. La Russie voit le rouble s'effondrer, avec des réactions en chaîne. Mais l'impact d'une sévère crise monétaire en Russie sur l'économie américaine serait très faible. Avec la crise ukrainienne et les sanctions occidentales contre Moscou, l'exposition des banques américaines à la Russie est passée de 43 milliards de dollars début 2013 à 26 milliards actuellement, selon la BRI. « Je ne vois pas de lien suffisant entre la Russie et les Etats-Unis pour avoir un impact véritable sur la vigueur de la croissance américaine », estime Neal Soss, chez Credit Suisse à New York.

### **Nombreux indicateurs favorables**

De plus, la baisse sensible du prix du pétrole, exerce une pression à la baisse sur l'inflation, déjà inférieure à l'objectif de 2 % de la banque centrale. Effet renforcé par la remontée récente du dollar, qui rend les biens importés moins chers. Les économistes sondés par Reuters attendent désormais une inflation limitée à 1,4 % en 2015.

On est toutefois loin d'un risque de déflation comme le redoute la BCE pour la zone euro. La Fed a le regard braqué sur les indicateurs qui laissent présager une solide croissance pour 2015. La baisse du prix du pétrole dégage du pouvoir d'achat et sera "*un élément positif pour l'économie américaine*", affirme Yellen. Le moral des promoteurs immobiliers s'est légèrement dégradé en décembre, mais une majorité d'entre eux juge les conditions de marché favorables. La croissance de l'activité dans le secteur manufacturier a ralenti en décembre, mais, selon Chris Williamson, le chef économiste de Markit, « cela reflète un ralentissement du rythme de la croissance par rapport à des niveaux inhabituellement élevés en cours d'année ».

### **Désendettement des ménages**

De fait, le PIB a bondi de 3,9 %, en rythme annualisé, au troisième trimestre. Les entreprises embauchent. En novembre, les créations d'emplois se sont montées à 321.000, ce qui a permis au chômage de descendre à 5,8 %. La Fed

estime qu'avec un chômage de 5 %, valeur qu'on pourrait atteindre courant 2015, les entreprises peinent à recruter et les salaires augmentent. Par ailleurs, les ménages se sont bien désendettés, d'un total de 500 milliards de dollars, par rapport au pic de 2008. Et la rapide résorption du déficit fédéral réduit la probabilité de futures coupes budgétaires ou d'une augmentation des impôts fédéraux.

Du coup, selon un sondage mené par CNBC, les conjoncturistes tablent toujours, en moyenne sur une première hausse des taux directeurs en juillet 2015, suivie par une hausse très progressive jusqu'en 2018, où ils devraient atteindre un plateau à 3,2 %. Encore faudra-t-il voir comment la Fed communique et si elle parvient à éviter de créer la panique sur les marchés.

## [La prochaine voiture que vous achèterez sera électrique](#)

Stephen Petranek 18 décembre 2014 | La Quotidienne d'Agora  
[**Totalement illusoire, mais je suis curieux de connaître votre opinion.**]

J'adore ma bonne vieille Chevrolet Chevelle de 1967, avec ses 4 vitesses au plancher et son moteur Big Block 396 ci.

Mais la révolution silencieuse qui est en marche va renvoyer ma chère voiture à essence à l'état d'espèce disparue appartenant à l'ère industrielle.

Je parle de la révolution de la voiture électrique.

Les ventes de voitures électriques, que certains appellent véhicules rechargeables, doublent chaque année. D'ici 10 ans, il est à peu près sûr que les voitures équipées d'un moteur à combustion interne ne se vendront plus.

Si vous nourrissez la pensée suivante : "Pour avoir ma Ferrari (ou Porsche ou Lamborghini ou...), il faudrait me passer sur le corps !". Je sais ce que c'est...

L'une des voitures que je possède est une BMW décapotable de 1987, restaurée, avec peu de kilomètres au compteur, et un moteur six cylindres qui ronronne à la perfection. Cette voiture est munie d'une boîte de vitesse 5 rapports très maniable. J'adore la conduire.

Mais année après année, je sais que je vais payer encore plus cher à la

pompe. Sans parler de la note de plus en plus salée que je fais payer aux autres en polluant l'air qu'ils respirent.

Alors il y a un mois ou deux, j'ai fait contre mauvaise fortune bon coeur et j'ai versé 5 000 dollars à Tesla. J'ai commandé un Modèle X, le SUV avec les portières en ailes de faucon et la transmission intégrale. Je ne l'aurai pas avant début 2016 mais cela vaut le coup d'attendre. Je le sais car deux de mes copains possèdent des Tesla Modèle S et je les ai pas mal conduites.

Et ce que j'ai appris en les conduisant, c'est qu'il ne faut pas conduire une Tesla à moins d'être prêt à en acheter une. Car elle bouleverse votre attitude envers les véhicules à combustion interne.

J'adore les coupés ou cabriolets américains des années 1950/1960, équipés de gros moteurs, et j'aime les belles voitures allemandes. J'ai travaillé sur des voitures toute ma vie. J'ai même fait des courses, avec. Je n'aurais jamais cru qu'une voiture électrique puisse me convenir.

Jusqu'à ce que je conduise les Tesla de mes copains.

*Comment ai-je pu renoncer à une belle voiture allemande pour une rechargeable ?*

A partir de là, c'était fini. Dans ma tête, j'ai déjà expédié ma BMW décapotable 1987 à la casse. Mais comment est-ce possible ? Comment ai-je pu renoncer à une belle voiture allemande pour

une rechargeable ?

## **Les voitures électriques ont changé**

Désormais, les constructeurs vous proposent 20 modèles de voitures électriques rechargeables différents, notamment Toyota, Chevrolet, Kia, BMW, Mercedes, Tesla, Volkswagen, Nissan, Fiat, Cadillac et Ford. En outre, Audi vient d'annoncer la mise en production de deux nouveaux modèles d'ici 2017, dont une super voiture de sport qui sera présentée en janvier 2015.

Actuellement, et en partant de zéro il y a quatre ans, plus de 250 000 véhicules entièrement électriques parcourent les routes des Etats-Unis.

*Plus de 250 000 véhicules entièrement électriques parcourent les routes des Etats-Unis*

Les quatre voitures électriques les plus répandues sont la Chevrolet Volt, dont il s'est vendu 70 000 exemplaires, suivie des 65 000 Nissan Leaf, des 35 000 Toyota Prius et des 32 000 modèles S de Tesla. Ces chiffres ont été actualisés mais ils n'indiquent pas l'accélération des ventes. Or, pour cette année seulement, Tesla prévoit de vendre 32 000 voitures, et

beaucoup plus l'an prochain.

Si la production continue de doubler chaque années, dans 10 ans la voiture électrique remplacera la totalité des 253 millions de voitures voraces en essence qui sillonnent actuellement les routes américaines.

### **Et si l'on parlait du prix ?**

Les voitures électriques coûtent cher mais le gouvernement fédéral prend en charge une bonne partie de votre achat. Il offre des crédits d'impôt s'élevant jusqu'à 7 500 dollars, en fonction de la taille de la batterie.

Plusieurs états ajoutent leurs propres primes afin d'adoucir la note. La Californie rembourse jusqu'à 5 000 dollars sur l'achat d'une voiture équipée d'une pile à combustible, ou 2 500 dollars pour la plupart des rechargeables. Le Colorado, la Géorgie, Hawaï, l'Illinois, la Louisiane, le Massachusetts et le New Jersey, tous offrent des avantages pouvant atteindre 6 000 dollars.

A Denver, vous pouvez faire baisser le prix d'une Chevrolet Volt de 35 000 à 22 000 dollars avec les primes. C'est 32% de moins que le prix moyen d'une voiture neuve, qui est de 32 495 dollars (selon l'équivalent américain de l'Argus d'août dernier). Voilà comment s'offrir une belle expérience de conduite à prix cassé.

Une proposition visant à augmenter le plafond du crédit d'impôt à 10 000 dollars par an est intégrée au budget fédéral 2015. Le gouvernement prévoit de faire en sorte que le crédit d'impôt soit transformé en remise sur le point de vente. Vous pouvez vous en servir pour l'acompte.

Quelles sont les motivations à l'origine de tout cela ? C'est ce que nous verrons dès demain...

- See more at: <http://quotidienne-agera.fr/2014/12/18/voiture-electrique/#sthash.Xz6X7ghU.dpuf>